# Quatrième rapport d'étape

*sur le Plan d action en six points pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions*

**Avril 2001**

# TABLE DES MATIÈRES

Page

1. Sommaire ..... 2
2. Confirmation par un tiers indépendant – réalisation du Plan d'action ..... 4
3. Rapport d'étape sur le Plan d'action en six points ..... 4
4. Rapport sur les mesures supplémentaires prises pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions ..... 6
5. Amélioration de la gestion des programmes ..... 6
6. Examen des dossiers inactifs ..... 7
7. Résultats du contrôle de la performance – mars 2001 ..... 9
8. Conclusion ..... 11

Annexes

I. Résumé de l'évaluation de PricewaterhouseCoopers sur la mise en œuvre du Plan d'action en six points – mars 2001

II. Le Plan d'action en six points pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions – rapport détaillé

III. Rapport d'étape trimestriel de la Direction du contrôle de la performance – mars 2001

IV. Subventions et contributions – Évaluation de l'examen des dossiers inactifs – rapport de PricewaterhouseCoopers – mars 2001

## 1. Sommaire

L'un des principaux engagements énoncés dans le Plan d'action en six points était de faire régulièrement rapport aux Canadiens et aux Canadiennes sur les efforts faits par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions. Les trois premiers rapports d'étape publiés portaient sur la période de janvier à novembre 2000.

Ce quatrième rapport d'étape couvre la période de décembre 2000 à mars 2001.

Au cours de cette période, DRHC a grandement progressé vers la réalisation de ses engagements :

- ✓ PricewaterhouseCoopers, cabinet d'experts-conseils, a examiné pour une seconde fois la mise en œuvre ministérielle du Plan d'action en six points et a constaté que DRHC a bien rempli tous ses engagements ou est en voie de le faire, et ce, selon le calendrier prévu.

- ✓ L'ensemble des principales composantes du Plan d'action en six points sont en place. Quatorze des 38 sous-éléments du plan portent sur des engagements permanents, tels la formation du personnel, la reddition de comptes au Parlement et le développement de nouveaux systèmes informatiques, et respectent le calendrier prévu. Les 24 autres sous-éléments sont terminés.

- ✓ DRHC a poursuivi la mise en œuvre de l'Amélioration de la gestion des programmes, autre mesure visant à renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions. Durant la première étape de cette initiative, on a défini clairement les objectifs des programmes, et des cadres de responsabilisation axés sur les résultats ont été élaborés pour tous les programmes.

- ✓ Le Ministère a continué de mettre en œuvre les principes de la fonction de contrôleur moderne, afin d'assurer la poursuite des efforts de consolidation de la gestion et de l'administration des programmes de subventions et de contributions. Plus de 1 250 gestionnaires ont suivi des cours sur l'information sur le rendement, ou encore sur les valeurs et l'éthique, la gestion des ressources ou l'application des principes de gestion du risque.

- ✓ DRHC a continué à offrir la formation appropriée au personnel. Outre les 3 000 employés qui ont reçu une formation sur les éléments de base du contrôle financier en janvier et en février 2000, plus de 1 630 agents chargés de l'exécution des programmes ont suivi des cours de formation structurée du Ministère depuis avril 2000.

- ✓ DRHC a rempli son engagement énoncé dans le Plan d'action en six points d'examiner un échantillon de dossiers fermés entre 1998 et 1999. Le Ministère a examiné 516 des dossiers les plus complexes de cette période et a repéré 35 trop-payés totalisant 430 000 $, ce qui représente 0,2 % de la valeur de ces dossiers de projet. DRHC a recouvré 330 000 $ de ces trop-payés et continuera de prendre des mesures pour récupérer le reste.

- ✓ PricewaterhouseCoopers, cabinet d'experts-conseils, a avisé DRHC qu'il ne serait pas rentable de faire l'examen de dossiers inactifs additionnels. PricewaterhouseCoopers recommande que le Ministère concentre ses efforts sur la Direction du contrôle de la performance pour assurer le respect des normes en matière de documentation requise.

- ✓ DRHC examine les avis de PricewaterhouseCoopers, particulièrement leur reconnaissance du rôle de la Direction du contrôle de la performance pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions. Le Ministère consultera aussi le Secrétariat du Conseil du Trésor et le vérificateur général sur les prochaines étapes.

- ✓ La Direction du contrôle de la performance a confirmé à nouveau que « des améliorations mesurables et importantes continuent d'être apportées à la gestion générale des subventions et des contributions depuis la vérification du Bureau de la vérification interne réalisée en 1999. »

## 2. Confirmation par un tiers indépendant – réalisation du Plan d'action

Une évaluation indépendante de l'état d'avancement du Plan et la publication du rapport d'examen forment l'un des principaux engagements formulés dans le Plan d'action en six points.

Dans le but de remplir cet engagement, le Ministère a retenu les services de PricewaterhouseCoopers et a commandé deux rapports d'évaluation de la mise en œuvre du Plan, le premier en juin 2000 et le second en janvier 2001.

Dans leur premier rapport du 23 juin 2000, les experts-conseils notent que les cadres supérieurs du Ministère concentrent leur attention sur le Plan et que le Ministère a promptement mis sur pied une équipe chargée de la mise en œuvre du Plan. Ils déclarent que presque tous les objectifs sont sur le point d'être atteints.

Dans son deuxième rapport d'évaluation, en janvier 2001, PricewaterhouseCoopers indique que le Ministère a rempli tous ses engagements ou est sur le point de le faire, et ce, selon le calendrier prévu. On signale de légers retards dans la révision d'un module de formation pour laquelle une nouvelle échéance a été fixée, la formation sur un système informatique et l'examen des dossiers inactifs, qui ont tous deux été réalisés depuis.

En plus de l'évaluation effectuée par PricewaterhouseCoopers, la récente vérification du vérificateur général a porté sur l'exécution du Plan d'action par le Ministère. Le 20 mars 2001, le vérificateur général a fait savoir au Comité des comptes publics que l'application de mesures correctives par le Ministère allait bon train.

L'annexe I ci-jointe résume le rapport de PricewaterhouseCoopers.

## 3. Rapport d'étape sur le Plan d'action en six points

Depuis janvier 2000, le Ministère a produit trois rapports d'étape (mai, août et décembre 2000), dans lesquels il fait part des travaux entrepris en vue d'exécuter le Plan en question.

Aujourd'hui, quinze mois plus tard, les grandes composantes du Plan sont en place. Quatorze des 38 sous-éléments visent des engagements permanents telles la formation du personnel, la reddition de comptes au Parlement et l'élaboration de nouveaux systèmes informatiques. Chacun de ces sous-éléments se déroule selon l'échéancier prévu. Les 24 autres sous-éléments sont maintenant terminés.

Le Plan d'action en six points a permis des réalisations de taille. En voici des exemples :

- ✓ Diffusion d'instructions précises sur la documentation qui doit être versée au dossier de tout demandeur d'une subvention ou d'une contribution, avant tout versement de fonds, quel qu'il soit.

- ✓ Examen et archivage de tous les dossiers ayant fait l'objet de la vérification interne de 1999.

- ✓ Examen d'un échantillon de dossiers inactifs de 1998 et de 1999.

- ✓ Examen à l'hiver et au printemps 2000 des 17 000 dossiers de projets de subventions et de contributions, alors actifs, et normalisation de chacun de ces dossiers.

- ✓ Communication, au personnel, des politiques opérationnelles et d'instruments de travail permettant d'assurer en tout temps la gestion adéquate de tous les projets. Par exemple, on a communiqué au personnel des instructions au sujet de l'utilisation appropriée des programmes ainsi qu'un dossier modèle indiquant les documents requis.

- ✓ Généralisation des cours de formation internes, établissement de la liste des cours obligatoires et prestation de la formation appropriée aux gestionnaires et aux membres du personnel. Outre les 3 000 employés et plus qui ont reçu une formation sur les éléments de base du contrôle financier en janvier et en février 2000, plus de 1 630 agents chargés de l'exécution des programmes ont suivi des cours de formation structurée du Ministère depuis avril 2000.

- ✓ Réallocation des ressources afin de renforcer l'exécution des programmes de subventions et de contributions.

- ✓ Renforcement du mode de contrôle de gestion grâce à l'adoption d'un processus d'assurance de la qualité, d'un programme de vérification postérieure et à la création de la Direction du contrôle de la performance.

Par ailleurs, le Ministère tient à améliorer les systèmes informatiques pour rehausser la qualité de la gestion des subventions et des contributions. Les travaux d'élaboration d'un nouveau système qui intégrera pleinement l'information financière et l'information concernant les projets devraient prendre fin en décembre 2002 comme prévu.

L'annexe II ci-jointe présente l'état d'avancement de chaque engagement formulé dans le Plan d'action en six points.

## 4. Rapport sur les mesures supplémentaires prises pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions

En février 2000, le vérificateur général indiquait que le Plan d'action en six points « offrait selon lui une approche complète et propice à l'application des mesures correctives nécessaires pour régler les problèmes de contrôle immédiats relevés dans le cadre de la vérification interne ». Il soulignait en outre que le Plan prévoyait « des interventions à plus long terme qui consolidaient l'approche proposée ».

Dans le rapport du vérificateur général d'octobre 2000, il est indiqué que le Ministère a adopté par la suite d'autres mesures pour élargir les mesures correctives nécessaires :

- ✓ Lancement de l'Amélioration de la gestion des programmes, assurant ainsi la définition d'objectifs clairs et l'élaboration de cadres de responsabilisation axés sur les résultats pour tous les programmes de subventions et de contributions. Les résultats de cette initiative sont décrits dans la partie 5 du présent rapport.

- ✓ Amélioration de l'information sur les programmes destinée à la population canadienne. En décembre 2000, DRHC a publié des descriptions de tous les programmes de subventions et de contributions sur son site Web et a aussi mis ces renseignements à la disposition des députés. Ces documents contiennent des renseignements sur les critères d'admissibilité et les modalités de demande.

- ✓ Réorganisation de la structure et des pratiques internes du Ministère afin d'améliorer la gestion et la reddition de comptes.

- ✓ Mise en place continue des principes dans l'exercice de la fonction de contrôleur moderne, afin de renforcer la gestion et l'exécution des programmes et des services. Jusqu'à présent, plus de 1 250 gestionnaires ont suivi des cours sur la fonction de contrôleur moderne, abordant des sujets comme l'information sur le rendement, les valeurs et l'éthique, la gestion des ressources et le mode d'application des principes en gestion du risque.

## 5. Amélioration de la gestion des programmes

En mai 2000, DRHC a lancé une initiative de gestion des programmes. Il s'agissait d'une autre mesure visant à renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions. À la première étape de cette initiative, DRHC a veillé à ce que tous les programmes de subventions et de contributions aient, d'ici le 31 mars 2001, des objectifs clairement définis et des cadres de responsabilisation axés sur les résultats.

Cet engagement a été respecté. Des cadres ont été élaborés et comportent une description détaillée du programme, un modèle logique relatif à la stratégie de financement, des descriptions des rôles et des responsabilités, des mesures de rendement, des plans de vérification et d'évaluation et un cadre pour l'établissement des rapports.

La deuxième étape de l'initiative devrait être terminée le 31 décembre 2002. Conformément à la nouvelle directive du Conseil du Trésor sur les paiements de transfert, elle est principalement axée sur le renouvellement et l'approbation de modalités d'exécution adéquates pour les programmes de subventions et de contributions par les ministres du Conseil du Trésor.

## 6. Examen des dossiers inactifs

Pendant l'hiver et le printemps 2000, le Ministère a examiné les 17 000 dossiers de projet de subventions et de contributions alors actifs. Grâce à cet examen, la documentation de tous les dossiers actifs a été rendue conforme à des normes acceptables. Depuis, la Direction du contrôle de la performance fait régulièrement l'examen d'un échantillonnage des nouveaux projets d'un bout à l'autre du pays. Les résultats du contrôle de la performance montrent que l'administration des subventions et des contributions par le Ministère continue de s'améliorer de façon importante et mesurable.

Outre l'examen des dossiers actifs, le Ministère s'est engagé, dans le cadre de son Plan d'action en six points, à examiner un échantillon de dossiers de projet inactifs des années 1998 et 1999 afin d'établir s'il y a eu des trop-payés ou si d'autres problèmes administratifs importants ont été repérés outre ceux relevés pendant la vérification de 1999.

On a demandé à la firme PricewaterhouseCoopers de mettre au point et de recommander un processus permettant de repérer les dossiers de projet appropriés de ces deux années-là. Ce processus a servi à choisir 516 des dossiers de projet les plus complexes parmi tous les principaux programmes de subventions et de contributions. L'échantillon comprenait des projets qui ont été exécutés à partir de l'Administration centrale et à partir de chacune des 10 régions du pays.

Le personnel de DRHC a effectué l'examen des dossiers inactifs en utilisant une liste de contrôle exhaustive semblable à celle qui avait servi pour l'examen des dossiers actifs.

Pour donner suite à la recommandation du vérificateur général d'adopter un processus de contrôle de la qualité, l'Équipe de projet des subventions et des contributions et le personnel de la vérification interne ont revu les résultats et effectué des examens sur place dans chaque région. Dans le cadre de ce processus, le Ministère a choisi 174 dossiers de projet pour les soumettre à un examen plus détaillé. Ce travail a été terminé en janvier 2001.

Les résultats finals confirment l'information qu'a communiquée le Ministère au Comité des comptes publics le 20 mars 2001. Les 516 projets examinés totalisaient 211,1 millions de dollars. Le Ministère a repéré 35 trop-payés totalisant 430 000 $, soit 0,2 % de la valeur de ces dossiers de projet. Ces résultats sont conformes pour l'essentiel à ceux des autres examens de dossiers de DRHC.

Un peu plus de 330 000 $ en trop-payés ont été recouvrés, et l'on s'efforce de récupérer le reste.

DRHC a une nouvelle fois demandé à PricewaterhouseCoopers d'examiner le travail du Ministère et de lui indiquer s'il serait rentable d'examiner d'autres dossiers.

Les experts-conseils ont établi que l'examen des dossiers inactifs exige beaucoup de main-d'œuvre et ont avisé le Ministère qu'il ne serait pas rentable d'examiner d'autres dossiers inactifs.

> « Nous recommandons que les régions ou les unités, à l'Administration centrale, qui sont responsables d'exécuter des programmes à l'échelle nationale, n'effectuent aucun travail supplémentaire 'indépendant', semblable à celui effectué en 2000, sur les dossiers inactifs. »
>
> Évaluation de PricewaterhouseCoopers, mars 2001

Leur avis tient compte aussi du processus novateur mis en place par le Ministère, à savoir la Direction du contrôle de la performance. Ils recommandent au Ministère de concentrer son énergie sur cette direction pour s'assurer que les normes fixées en matière de documentation des dossiers sont respectées durant tout le cycle de vie des projets.

DRHC examine les avis de PricewaterhouseCoopers, particulièrement leur reconnaissance du rôle de la Direction du contrôle de la performance pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions. Le Ministère consultera aussi le Secrétariat du Conseil du Trésor et le vérificateur général sur les prochaines étapes.

PricewaterhouseCoopers a fait deux autres recommandations pour renforcer davantage la gestion des programmes de subventions et de contributions à DRHC. Les experts-conseils ont recommandé que le Bureau de la vérification interne examine les opérations de la Direction du contrôle de la performance dans le cadre de son examen cyclique régulier et qu'une procédure soit ajoutée au manuel des opérations des programmes de subventions et de contributions, exigeant l'utilisation d'un tiers indépendant lorsque DRHC estime qu'un dossier de projet requiert un examen plus approfondi. Le Ministère a accepté ces deux recommandations.

On trouvera à l'annexe IV le rapport intégral de PricewaterhouseCoopers.

## 7. Résultats du contrôle de la performance – mars 2001

DRHC a mis sur pied la Direction du contrôle de la performance en vue d'examiner dans quelle mesure le Ministère administre les subventions et contributions conformément aux exigences de la loi et des politiques, et de faire rapport sur ce point tous les trois mois. Au bout d'un certain temps, les examens révéleront clairement si le Ministère respecte et maintient les normes fixées pour chacun des éléments principaux aux différentes étapes du cycle de vie des projets. Ce cycle commence avec la réception des demandes et ne prend fin qu'au parachèvement du projet et au moment où le dossier est clos.

Les deux premiers rapports de la Direction du contrôle de la performance ont été publiés respectivement en août et en décembre 2000. Les dossiers visés par le premier rapport concernaient des projets qui n'en étaient qu'aux premières étapes de leur cycle de vie et cela n'a donc donné des résultats statistiquement valides que pour les étapes de la demande, de la recommandation et de l'approbation, et de la passation du marché. Au moment de la publication du deuxième rapport, la Direction a pu tenir compte de dossiers de projets à des étapes plus avancées de leur cycle de vie, fournissant ainsi des résultats pour toutes les étapes du cycle, à l'exception du suivi et de l'évaluation.

Le dernier rapport de la Direction du contrôle de la performance porte sur les dossiers visés par les deux premiers rapports plus un échantillon de 58 dossiers. Cela donne un échantillon de 419 dossiers sur 7 600 ententes de subventions et de contributions dont les dates d'entrée en vigueur vont du 1er février 2000 au 30 juin 2000.

> **« Le rapport d'étape trimestriel de mars 2001 confirme que des améliorations mesurables et importantes continuent d'être apportées à la gestion générale des subventions et des contributions depuis la vérification du Bureau de la vérification interne réalisée en 1999. »**
>
> ***Rapport d'étape trimestriel de la Direction du contrôle de la performance*, mars 2001**

Globalement, les résultats cumulatifs à l'échelle nationale révèlent un taux de conformité supérieur à 90 % pour 54 des 67 facteurs pour lesquels il existe des résultats d'examen valides.

Par exemple :

- ✓ Dans 94,7 % des dossiers, la justification du financement figure au dossier, ce qui représente une augmentation comparativement à 38 % dans la vérification de 1999.

- ✓ Dans 94,5 % des dossiers, il a été confirmé que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC, ce qui représente une augmentation comparativement à 2,6 % dans la vérification de 1999.

- ✓ Au total, 99,5 % des ententes ont été signées par un représentant de DRHC investi de la délégation de pouvoir appropriée, ce qui représente une augmentation comparativement à 86,6 % dans la vérification de 1999.

- ✓ 99,4 % des paiements ont été approuvés par une personne investie de la délégation de pouvoir appropriée en vertu de l'article 34 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ce qui représente une augmentation comparativement à 70,9 % dans la vérification de 1999.

- ✓ Dans 96,6 % des dossiers, les activités du projet ont été vérifiées pour savoir si elles respectaient l'entente, ce qui représente une augmentation comparativement à 23,4 % dans la vérification de 1999.

Conformément à son mandat qui est de déterminer les secteurs où des améliorations s'imposent, la Direction du contrôle de la performance a signalé les secteurs suivants :

- ✓ Documentation d'évaluation, montrant en particulier l'évaluation des coûts de projet proposés et comprenant une confirmation officielle du financement d'autres sources.

- ✓ Préparation des ententes de contribution, surtout au niveau des articles de l'entente et de l'inclusion de modalités concernant l'utilisation des revenus du projet, le cas échéant.

- ✓ Engagement de fonds avant la signature d'ententes par DRHC et signature d'ententes avant la date de début de la période de financement.

- ✓ Modification des prévisions de trésorerie quand les demandes s'écartent de 15 % ou plus des prévisions de dépenses.

Les résultats sur le contrôle de la performance indiquent que les efforts déployés par le Ministère pour renforcer l'administration des subventions et des contributions ont eu une incidence immédiate et positive. Cependant, il importe de souligner que les trois rapports de la Direction du contrôle de la performance parus à ce jour tiennent compte de dossiers qui ont été ouverts au cours des cinq mois suivant le lancement du Plan d'action en six points. Depuis, plusieurs mesures ont été prises pour améliorer l'administration, notamment les suivantes :

- ✓ Le Ministère a présenté aux agents d'exécution des programmes un « dossier modèle » fixant des normes précises en matière de documentation.

- ✓ Plus de 1 630 employés ont reçu une formation sur divers aspects de l'exécution des programmes.

- ✓ Le Ministère a étoffé le site Intranet destiné au personnel chargé de l'exécution des programmes de subventions et de contributions en y ajoutant un nouveau manuel des opérations, une présentation plus claire des politiques et des directives, et un service de questions et réponses pour le personnel.

On trouvera à l'annexe III du présent rapport, le texte intégral du rapport de la Direction du contrôle de la performance.

## 8. Conclusion

Comme le mentionne le présent rapport, DRHC a réalisé bien des choses depuis le dépôt du rapport de vérification interne en janvier 2000. Le Ministère a respecté ou respectera à temps tous les engagements énoncés dans le Plan d'action en six points. Il a pris d'autres mesures pour élargir la portée des mesures correctives entreprises. Les résultats du contrôle de la performance indiquent que des améliorations importantes et mesurables ont été apportées à l'administration des programmes de subventions et de contributions.

Néanmoins, le Ministère reconnaît qu'il y a encore du travail à effectuer. Comme le vérificateur général l'a mentionné en octobre 2000, il faudra que DRHC « fasse en sorte que les efforts extraordinaires déployés aujourd'hui deviennent son mode de fonctionnement de demain ». De plus, il y a toujours le défi de trouver le juste équilibre entre le service aux Canadiens et la responsabilisation financière. Le Ministère s'est engagé à effectuer les changements nécessaires pour soutenir ces améliorations et faire rapport des progrès au Parlement.

**Annexes**

I. Résumé de l'évaluation de PricewaterhouseCoopers sur la mise en œuvre du Plan d'action en six points – mars 2001

II. Le Plan d'action en six points pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions – rapport détaillé

III. Rapport d'étape trimestriel de la Direction du contrôle de la performance – mars 2001

IV. Subventions et contributions – Évaluation de l'examen des dossiers inactifs – rapport de PricewaterhouseCoopers – mars 2001

# *Annexe 1*

*Résumé de l'évaluation de PricewaterhouseCoopers sur la mise en œuvre du Plan d'action en six points*

*mars 2001*

PRICEWATERHOUSECOOPERS

PricewaterhouseCoopers LLP
99 Bank Street
Suite 800
Ottawa Ontario
Canada K1P 1E4
Telephone +1 (613) 237 3702
Facsimile +1 (613) 237 3963
Direct phone 1 (613) 755-5929

M. Hy Braiter
Sous-ministre adjoint principal, Prestation de services
Développement des ressources humaines Canada
140, Promenade du Portage
Hull (Québec)
Canada
K1A 0J9

Le 22 mars 2001

Monsieur Braiter,

**Évaluation indépendante de la mise en œuvre du Plan d'action de DRHC sur les subventions et contributions : rapport final**

On a approché PricewaterhouseCoopers, en avril 2000, afin qu'elle procède à une évaluation indépendante de la mise en œuvre du Plan d'action de DRHC sur les subventions et contributions. Cette évaluation devait s'effectuer en deux étapes. La première s'est terminée en juin 2000, alors que nous vous fournissions le rapport provisoire sur la première étape. Nous avons maintenant terminé la deuxième étape de l'évaluation, dont vous trouverez ci-joint, pour examen, notre rapport final.

Nos entrevues en profondeur et l'examen des documents à l'appui nous ont permis de conclure que DRHC avait pratiquement adopté toutes les mesures auxquelles il s'était engagé à l'égard du plan d'action, à l'exception de quelques mesures secondaires liées aux délais de deux sous-éléments, où de nouveaux délais ont été établis, et d'une activité en partie terminée sur l'examen des dossiers inactifs. Vous trouverez plus de détails à ce sujet dans le rapport ci-joint.

N'hésitez pas à communiquer avec moi au (613) 237-3702 si vous avez des questions ou des commentaires sur ce rapport. Je profite de l'occasion pour remercier les nombreux employés de DRHC qui nous ont offert leur collaboration et leur appui et permis d'accomplir le travail que vous nous aviez assigné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Braiter, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

John S. Moskalik
PricewaterhouseCoopers LLP

PricewaterhouseCoopers refers to the Canadian firm of PricewaterhouseCoopers LLP and other members of the worldwide PricewaterhouseCoopers organization.

PRICEWATERHOUSECOOPERS

## Résumé

**Introduction**
Dans la seconde partie de son travail, PricewaterhouseCoopers LLP est fière de déposer son rapport final sur le processus de mise en œuvre adopté par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) à l'égard de son plan d'action national sur les subventions et contributions. Ce « plan en six points » avait pour objet d'affermir la gestion des subventions et contributions.

**Délai prévu pour le rapport**
La Partie II du rapport présente les résultats finaux des progrès au 15 janvier 2001. Le rapport préliminaire de la Partie I sur les progrès au 15 mai 2000 avait déjà été remis sous pli avec notre lettre du 23 juin 2000.

**Éléments du plan en six points**

| | |
|---|---|
| Point 1: | Veillez à ce que les paiements correspondent aux critères financiers et aux exigences des programmes |
| Point 2 : | Vérifier et corriger les dossiers problématiques |
| Point 3 : | Équiper et soutenir le personnel |
| Point 4 : | Assurer la reddition de comptes pour obtenir des résultats |
| Point 5 : | Obtenir les meilleurs conseils possibles |
| Point 6 : | Rendre compte des progrès au public et au personnel |

Chaque point correspond à une série d'engagements que l'on devra respecter afin de répondre aux critères du plan d'action.

**Portée de l'examen**
En revoyant le degré de progrès à l'égard du plan en six points, nous avons mis l'accent sur les questions suivantes :

- Quelles activités ou quels produits sont prévus dans le plan pour répondre à chacun des engagements ?
- Les activités prévues conviennent-elles à la réalisation de ces engagements ?
- Les activités se sont-elles déroulées comme prévues ?

Notre évaluation se fondait sur le plan en six points et les engagements particuliers à chaque point. Elle **ne** comprenait pas de commentaires sur la représentativité des six points mêmes et **ne** cherchait **pas** à définir si les engagements spécifiques à chaque point correspondaient bien à chacun de ceux-ci.

**Évaluation générale des progrès à l'égard du plan**
Le Ministère a su rapidement et très bien mettre en œuvre la structure de gestion et mobiliser l'équipe de projet sur les subventions et contributions pour réaliser efficacement le plan en six points. L'importante implication des cadres supérieurs a par la suite permis de mener à bien la réalisation de diverses activités venant appuyer les engagements correspondant à chacun des six points. Cinq équipes de travail ont été formées pour répondre immédiatement aux besoins à l'égard de la politique, des programmes autochtones, des systèmes, de l'appui aux gens et de la formation et des outils. Les activités de l'équipe de projet sur les subventions et contributions et des cinq équipes de travail se sont adéquatement transportées vers les nouvelles structures permanentes de gestion et de responsabilisation de DRHC.

Le Ministère a pratiquement terminé toutes les activités en vue de la réalisation des engagements sur les six points du plan. Deux exceptions mineures à la réalisation générale portent sur les activités impliquant (a) la formation de personnel sélectionné dans un système financier informatisé et (b) la réalisation d'un module de formation sur l'évaluation environnementale. Une activité demeurait partiellement terminée lors du dépôt de

ce rapport, soit celle sur l'examen des fichiers de demandes inactives. Hormis ces exceptions, les activités à l'appui des engagements du plan en six points sont considérées terminées. Un rapport détaillé de ces activités pour chacun des six points est fourni dans la présentation ci-jointe intitulée « Évaluation de l'évolution des travaux prévus dans le plan d'action national pour renforcer les programmes de subventions et de contributions, Partie II » datée du 28 février 2001. Le tableau 1 ci-dessous offre un résumé des engagements du plan qui ont été réalisés.

**Tableau 1.**

| Section | Nombre d'activités prévues | Terminées ou en cours | Terminées à quelques exceptions près | Partiellement terminées |
|---|---|---|---|---|
| **Point 1: Veiller à ce que les paiements correspondent aux critères financiers et aux exigences des programmes** | 5 | 5 | | |
| **Point 2 : Vérifier et corriger les dossiers qui présentent des problèmes** | 5 | 4 | | 1 |
| **Point 3 : Équiper et soutenir notre personnel** | 7 | 5 | 2 | |
| **Point 4 : Assurer la reddition de comptes pour obtenir des résultats** | 9 | 9 | | |
| **Point 5 : Obtenir les meilleurs conseils disponibles** | 6 | 6 | | |
| **Point 6 : Rendre compte des progrès au public et au personnel** | 6 | 6 | | |
| **Total** | **38** | **35** | **2** | **1** |

# *Annexe 2*

*Le Plan d'action en six points pour renforcer la gestion des programmes de subventions et de contributions – rapport détaillé*

# Section 1 – S'assurer que les paiements répondent aux règles financières et aux exigences des programmes

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| 1.1 Directive sera donnée de cesser les versements jusqu'à confirmation écrite de la conformité à cinq conditions essentielles. | √ Terminé – directive émise en janvier 2000. |
| 1.2 Formation complémentaire sera donnée pour que tout le personnel chargé de l'exécution des programmes et de la gestion financière comprenne bien cette directive. | √ Terminé – formation complémentaire donnée à plus de 3 000 employés en février 2000. |
| 1.3 Confirmation des éléments à vérifier (selon les programmes, s'il y a lieu) pour s'assurer qu'un dossier, nouveau ou actif, est complet. | √ Terminé – liste de contrôle détaillée diffusée en février 2000 |
| 1.4 Examen de toutes les ententes de contribution en vigueur, afin de s'assurer que les dossiers sont complets (c'est-à-dire qu'ils sont conformes aux règles financières et aux exigences des programmes). | √ Terminé – tous les 17 000 dossiers actifs avaient été vérifiés le 30 avril 2000. |
| 1.5 Évaluation du rendement en assurant un suivi régulier – sous forme d'examen d'un échantillon de dossiers actifs et de visites sur place. | Continu – la Direction du contrôle de la performance a publié les rapports trimestriels d'août et de décembre 2000 et de mars 2001, dans lesquels elle affirme que l'administration des subventions et des contributions s'est nettement améliorée. |

# Section 2 – Vérifier et corriger les dossiers problèmes

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| 2.1 Examen des 37 dossiers portés à notre attention et exécution, au besoin, du suivi nécessaire. | √ Terminé – tous les dossiers avaient été examinés le 14 mars 2000. |
| 2.2 Élaboration d'une méthode rentable d'échantillonnage des dossiers inactifs de 1999-2000 et 1998-1999, afin de déterminer ceux qui nécessitent un examen plus approfondi; méthode évaluée par une personne sans lien de dépendance. | √ Terminé – méthode d'échantillonnage élaborée en mars 2000. |
| 2.3 Application de la méthode d'échantillonnage, examen des dossiers et exécution d'un suivi, s'il y a lieu. | √ Terminé – examen de 516 des dossiers inactifs les plus complexes de 1998 et de 1999. Le Ministère a constaté 35 trop-payés totalisant 430 000 $ ce qui représente 0,2 % de la valeur de ces dossiers de projet. Plus de 330 000 $ ont été recouvrés depuis. |
| 2.4 En fonction de l'efficacité de cet examen, déterminer (en demandant conseil à un tiers) la rentabilité de dossiers qui ont été précédemment fermés. | √ Terminé – Des experts indépendants ont avisé DRHC qu'il ne serait pas rentable de faire l'examen de dossiers inactifs additionnels. DRHC examine cet avis et consultera le Conseil du Trésor et le vérificateur général sur les prochaines étapes. |
| 2.5 Dans tous les cas, toutes les mesures nécessaires seront prises (établissement et recouvrement des trop-payés, demande d'enquête). | Continu – dans tous les cas, on fait le nécessaire pour établir et recouvrer les trop-payés. |

# Section 3 – Équiper et soutenir le personnel

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| 3.1 Donner de l'orientation, des outils, de la formation ou des ressources supplémentaires, selon le cas. | √ Terminé – les lignes directrices nécessaires ont été élaborées et mises en application, par exemple les principes d'une utilisation appropriée des programmes, en juin 2000, et la politique nationale de contrôle des programmes nationaux, en septembre 2000; mise en vigueur de la nouvelle Politique du Conseil du Trésor sur les paiements de transfert en septembre 2000. |
| 3.2 Obtenir le point de vue et les préoccupations des employés des programmes et des finances de l'administration centrale, des bureaux régionaux et locaux, en ce qui concerne les questions liées à la gestion des subventions et des contributions; tenir compte des observations, s'il y a lieu. | Continu – des consultations en bonne et due forme avec le personnel ont eu lieu en avril 2000; la rétroaction continue d'être prise en compte dans l'orientation des opérations, les outils de travail et les cours de formation. |
| 3.3 Fournir de meilleurs outils de travail (et notamment de meilleurs systèmes informatiques), afin de simplifier la gestion et le contrôle des projets. | Continu – le personnel d'exécution des programmes est mieux outillé pour administrer les programmes de subventions et de contributions; mentionnons le dossier des projets (septembre 2000), la brochure d'information des promoteurs (juillet 2000) et un nouveau manuel des opérations (octobre 2000). Des améliorations aux systèmes informatiques ministériels sont prévues. |

# Section 3 – Équiper et soutenir le personnel (suite)

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| 3.4 Évaluer la charge de travail et la capacité du personnel de renouveler la gestion des subventions et des contributions, et déterminer les besoins en ressources, en classification, en dotation et en formation. | √ Terminé – 50 millions de dollars, puisés à même les budgets existants, réaffectés en juillet 2000 pour augmenter l'effectif chargé de l'administration des subventions et des contributions; nouvelles structures de prestation dans les bureaux locaux en juin 2000, notamment des consultants principaux dans les grands CRHC; nouveau mode de contrôle de la qualité adopté en juin 2000 pour déceler et corriger les erreurs le plus tôt possible. |
| 3.5 Définir les besoins et offrir des activités de formation de sorte que le personnel ait les connaissances voulues pour exécuter les tâches prévues. | Continu – mise en œuvre d'un instrument d'évaluation des besoins de formation en août 2000; application d'une politique nationale de formation en novembre 2000, laquelle prévoit des cours de formation obligatoires pour le personnel d'exécution des programmes; une série complète de modules de formation, nouveaux ou mis à jour, maintenant disponible pour ces derniers; 1 637 employés ont déjà suivi ces cours; 1 250 gestionnaires ont suivi le cours d'initiation à la fonction de contrôleur. |
| 3.6 Disposer de ressources supplémentaires temporaires pour la mise en œuvre du Plan d'action, y compris consolider le Bureau de renouvellement de la gestion des subventions et contributions. | √ Terminé – des ressources temporaires ont été mises à notre disposition pour l'examen des dossiers actifs en février et mars 2000. |
| 3.7 Inscrire l'évaluation de la rétroaction du personnel à l'ordre du jour de toutes les réunions du Conseil national de direction. | √ Terminé – rétroaction du personnel examinée et prise en compte lors de la mise en œuvre du Plan d'action. |

# Section 4 – Assurer la reddition de comptes

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| **4.1 Intégrer la mise en œuvre du Plan d'action aux exigences fondamentales des postes de tous les cadres de direction et des gestionnaires responsables des subventions et des contributions.** | **√ Terminé – tous les cadres de direction chargés de la gestion des subventions et des contributions doivent rendre compte officiellement de la mise en œuvre du Plan d'action.** |
| **4.2 Soumettre deux rapports à la Ministre tous les trois mois :**<br>• **rapport de la Direction nationale du contrôle de la performance**<br>• **état d'avancement du Plan d'action.** | **Continu – Rapports d'étape publiés en mai, août et décembre 2000 et en avril 2001; rapports de la Direction du contrôle de la performance publiés en août et décembre 2000 et en mars 2001.** |
| **4.3 Faire rapport au Parlement par l'entremise du Comité ou au moyen du document sur les plans et priorités et du Rapport ministériel sur le rendement.** | **Continu – témoignage d'agents du Ministère devant le Comité permanent de février à mai 2000 et devant le Comité des comptes publics en mars 2001; réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent en octobre 2000.** |
| **4.4 Revoir et confirmer ou modifier les structures de responsabilisation et de gestion ainsi que les méthodes de travail (y compris la répartition des tâches et les vérifications postérieures) se rapportant aux subventions et contributions, afin d'en assurer la clarté et l'efficacité.** | **√ Terminé – changements structurels dans les bureaux locaux en juin 2000, afin d'ajouter un processus de contrôle de la qualité et d'offrir une plus grande expertise au personnel de l'exécution des programmes; retour de la vérification postérieure en juin 2000.** |

# Section 4 – Assurer la reddition de comptes

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| 4.5 Éliminer tous les cas où les utilisateurs des systèmes informatiques ont plus d'un code d'accès. | √ Terminé – tous les cas éliminés en février. |
| 4.6 Informer le personnel au moyen de bulletins mensuels. | Continu – le personnel ministériel est tenu au courant à l'aide d'émissions de télévision en circuit fermé et de bulletins périodiques. |
| 4.7 Faire rapport toutes les deux semaines, au cours d'une conférence téléphonique, aux cadres supérieurs nationaux (point en cours de discussion). | √ Terminé – des conférences téléphoniques nationales ont eu lieu sur les principaux enjeux. |
| 4.8 Évaluer le rapport coûts-avantages de l'application de ISO 9000 ou d'un outil équivalent d'assurance de la qualité. | √ Terminé – étude terminée en février; projet pilote ISO 9002 en cours à l'Île-du-Prince-Édouard. |
| 4.9 Confier à un expert-conseil l'évaluation de l'état d'avancement du Plan d'action. | √ Terminé – la dernière évaluation (mars 2001) de PricewaterhouseCoopers conclut que DRHC a rempli tous les engagements pris dans le Plan d'action en six points ou est en voie de le faire et ce, selon le calendrier prévu. |

# Section 5 – Obtenir les meilleurs conseils possibles

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| 5.1 Consulter le Conseil consultatif sur la normalisation de la fonction de contrôleur du Conseil du Trésor, le Bureau du vérificateur général et les sous-ministres clés et adapter le Plan d'action en conséquence. | √ Terminé – consultations effectuées en janvier 2000 et conseils pris en compte dans le Plan d'action. |
| 5.2 Voir à ce qu'un expert financier du secteur privé effectue une évaluation indépendante du Plan d'action. | √ Terminé – conseils pris en compte en janvier 2000. |
| 5.3 Échanger des renseignements et des pratiques exemplaires avec d'autres ministères fédéraux qui gèrent d'importants programmes de subventions et contributions. | Continu – DRHC a consulté d'autres ministères et a échangé avec eux des pratiques exemplaires sur la gestion des subventions et des contributions. |
| 5.4 Tirer profit de l'expertise d'employés d'expérience dans les bureaux locaux et régionaux et à l'Administration centrale de DRHC. | √ Terminé – l'équipe de mise en application du Plan d'action est formée de membres du personnel aux échelons local, régional ou national. |
| 5.5 Revoir, tous les trois mois, les progrès réalisés avec les coprésidents (ou les délégués) du Conseil consultatif sur la normalisation de la fonction de contrôleur du Conseil du Trésor. | √ Terminé – consultations terminées. |
| 5.6 Rencontrer le vérificateur général adjoint tous les mois pour passer en revue les progrès réalisés. | Continu – les cadres supérieurs du Ministère rencontrent régulièrement le personnel du Bureau du vérificateur général. |

# Section 6 – Faire part de l'évolution des travaux à la population et au personnel

| Engagement énoncé dans le Plan d'action | Situation |
|---|---|
| 6.1 Communications externes – Informer les promoteurs et les partenaires des plans et des progrès réalisés. | √ Terminé – le personnel de DRHC a informé les promoteurs des plans du Ministère en février 2000 et a tenu ces derniers au courant des développements par la suite. |
| 6.2 Communications externes – Informer la presse du contenu des rapports trimestriels. | Continu – les rapports d'étape, les rapports de la Direction du contrôle de la performance, la réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent et la réponse de DRHC au rapport du vérificateur général ont été remis à la presse et versés dans le site Web de DRHC. |
| 6.3 Communications externes – rectifier l'information, au besoin. | Continu |
| 6.4 Communications internes – Grâce à la télévision en circuit fermé, la Ministre et la Sous-ministre communiqueront avec tous les employés chargés de l'exécution des programmes au sujet du Plan d'action. | Continu – on tient le personnel au courant dans les émissions de télévision en circuit fermé et dans les bulletins. |
| 6.5 Communications internes – Élaborer une stratégie de communication qui comprend des communications régulières avec l'ensemble du personnel par divers moyens, dont des bulletins, le site Web, la télévision en circuit fermé, etc. | √ Terminé – stratégie de communication élaborée en février 2000. |

| | |
|---|---|
| **6.6 Communications internes – La Sous-ministre et le Sous-ministre délégué organiseront des tables rondes avec un groupe représentatif d'employés dans le cadre de toutes leurs visites aux bureaux régionaux ou locaux.** | **Continu – il y a eu des échanges dans les bureaux locaux et régionaux partout au pays.** |

# *Annexe 3*

*Rapport d'étape trimestriel*
*de la Direction du contrôle*
*de la performance*

*mars 2001*

Développement des ressources humaines Canada
Human Resources Development Canada

# Direction nationale

# du contrôle de la performance

# des subventions et des contributions

## Services financiers et administratifs

## Rapport d'étape trimestriel
## Mars 2001

Droits réservés 2001. Développement des ressources humaines Canada

# Table des matières


**SOMMAIRE** ..... 1

**1 OBJECTIF** ..... 1

**2 CONTEXTE** ..... 1

**3 PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE** ..... 2

**4 CONCLUSIONS GÉNÉRALES** ..... 4

4.1 - RÉSULTATS NATIONAUX CUMULATIFS ..... 4
4.2 - ANALYSE CUMULATIVE PAR RÉGION ..... 5
4.3 - RÉSULTATS NATIONAUX TRIMESTRIELS ..... 5
4.4 - RÉSULTATS DE LA VÉRIFICATION FINANCIÈRE ..... 6

**5 PROCHAINES ÉTAPES** ..... 6

**ANNEXE 1 - ANALYSE NATIONALE CUMULATIVE PAR PROCESSUS ADMINISTRATIF** ..... 7

**ANNEXE 2 - ANALYSE CUMULATIVE PAR RÉGION** ..... 12

*TERRE-NEUVE* ..... 12
*NOUVELLE-ÉCOSSE* ..... 18
*QUÉBEC* ..... 23
*ONTARIO* ..... 29
*COLOMBIE-BRITANNIQUE/YUKON* ..... 34
*ADMINISTRATION CENTRALE* ..... 39
*NOUVEAU-BRUNSWICK* ..... 45
*ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD* ..... 50
*MANITOBA* ..... 55
*SASKATCHEWAN* ..... 60
*ALBERTA/T.N.-O./NUNAVUT* ..... 65

**ANNEXE 3 - ANALYSE TRIMESTRIELLE NATIONALE PAR PROCESSUS ADMINISTRATIF** ..... 70

**ANNEXE 4 - ANALYSE TRIMESTRIELLE NATIONALE DÉTAILLÉE DE LA VÉRIFICATION DES DOSSIERS PAR PROCESSUS ADMINISTRATIF75**

*DEMANDE* ..... *75*
*ÉVALUATION* ..... *77*
*RECOMMANDATION ET APPROBATION* ..... *79*
*ATTRIBUTION DE L'ENTENTE* ..... *80*
*PAIEMENTS* ..... *85*
*CONTRÔLE* ..... *88*
*RESPECT DES MODALITÉS* ..... *90*
*ADMINISTRATION GÉNÉRALE* ..... *91*

**ANNEXE 5 - ANALYSE TRIMESTRIELLE NATIONALE DE LA VÉRIFICATION FINANCIÈRE** ..... **95**

*CONCLUSIONS DE LA VÉRIFICATION FINANCIÈRE* ..... *96*

# ***SOMMAIRE***

## 1 OBJECTIF

L'objectif principal du présent rapport est de déterminer dans quelle mesure Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a renforcé la gestion des subventions et des contributions par rapport aux résultats de la vérification de 1999 du Bureau de la vérification interne (BVI).

## 2 CONTEXTE

Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a créé la Direction nationale du contrôle de la performance (DCP) des subventions et des contributions à l'automne 1999 en vue d'appuyer le renforcement de la gestion des programmes de subventions et de contributions. La DCP fournit un mécanisme de contrôle de la qualité à DRHC afin de mesurer les progrès réalisés dans la gestion des programmes de subventions et de contributions. Elle fait partie de la Direction générale des services financiers et administratifs de DRHC.

Le mandat de la DCP est le suivant :

- s'assurer que la gestion et l'utilisation des subventions et des contributions respectent les modalités des programmes;
- mettre en évidence les principaux secteurs de risques et donner des conseils sur la façon de réduire ces risques;
- faciliter le transfert des connaissances dans l'ensemble du Ministère;
- coordonner ses activités avec d'autres fonctions de contrôle et de vérification postérieure exécutées à DRHC et par des organismes externes afin d'assurer une couverture adéquate, sans qu'il y ait double emploi.

Les examens de la DCP permettent au Ministère de vérifier de façon régulière et détaillée s'il respecte les normes administratives exigées et prévues pour la gestion des dossiers de subventions et de contributions. Avec le temps, les examens fourniront au Ministère des informations indiquant s'il respecte et maintient les normes qu'il s'est fixées dans le Plan d'action en six points pour les subventions et contributions.

Ce rapport évalue les améliorations apportées par DRHC jusqu'au 30 juin 2000.
Il est à noter que le Ministère a depuis pris d'autres mesures pour mettre en œuvre son plan d'action, notamment :

- la création et la diffusion nationale d'un « dossier modèle » établissant des normes spécifiques en matière de documentation d'un dossier;
- la mise en place d'un service national de questions et réponses;
- l'élaboration d'un manuel des opérations;
- le renforcement de la politique administrative régissant les subventions et les contributions de DRHC;
- la communication plus efficace de l'interprétation des politiques et des lignes directrices;
- la formation poussée;
- les améliorations au site Internet national sur les subventions et contributions.

L'impact de ces mesures additionnelles se reflétera dans les examens subséquents de la DCP à mesure qu'on évaluera les activités de subventions et de contributions découlant de cette mise en œuvre.

Le premier rapport d'étape trimestriel de la DCP a été publié en août 2000. Il portait sur un échantillon aléatoire de 142 dossiers provenant d'un ensemble de 1 534 ententes de subventions et de contributions qui ont commencé entre le 1er février 2000 et le 31 mars 2000. Même si le premier rapport donnait des résultats statistiquement valides à l'échelle nationale pour la majorité des activités du cycle de vie d'un projet, il n'a pu fournir de résultats statistiquement valides pour certaines activités. À ce moment-là, la majorité des dossiers examinés n'en étaient encore qu'aux premières étapes du cycle de vie du projet.

Le deuxième rapport d'étape trimestriel de la DCP a été publié en décembre. Il évaluait un échantillon aléatoire de 274 dossiers (couvrant à la fois les exigences en matière d'échantillonnage à l'échelle nationale et à l'échelle du programme). L'échantillon provenait d'un ensemble de 2 460 ententes de subventions et contributions qui ont commencé entre le 1er février 2000 et le 30 avril 2000. Le rapport a donné des résultats sur la gestion des programmes pour la majorité des activités comprises dans le cycle de vie d'un projet. En plus de fournir des résultats qui sont statistiquement valides à l'échelle nationale, le deuxième rapport permet d'obtenir des résultats équivalents pour les six secteurs de programmes examinés : le marché du travail, la jeunesse, l'apprentissage et l'alphabétisation, les Partenariats en ressources humaines, le Programme du travail et le Secrétariat des communautés minoritaires de langue officielle.

# 3 PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE

Les résultats nationaux contenus dans le présent rapport ont été obtenus à partir d'échantillons de dossiers tirés de tous les programmes de subventions et de contributions de DRHC, notamment le marché du travail, l'apprentissage et l'alphabétisation, le développement social, les relations avec les Autochtones, les jeunes, les Partenariats en ressources humaines, le Secrétariat des communautés minoritaires de langue officielle, le Programme du travail et l'Initiative pour les sans-abri. Les programmes gérés par les provinces, les paiements individuels de soutien du revenu, les ententes individuelles de perfectionnement des compétences et le programme Placement carrière-été ne faisaient pas partie de l'échantillon.

Le présent rapport d'étape trimestriel de la DCP de mars 2001 contient les analyses suivantes :

***a) Analyse nationale cumulative par processus administratif (Annexe 1)***

Cette analyse présente les résultats combinés de tous les examens de dossiers nationaux exécutés jusqu'à présent par la DCP. Les résultats nationaux ont été obtenus à partir de trois échantillons aléatoires indépendants tirés des dossiers de subventions et de contributions de projets ayant débuté entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000. Il faut remarquer que, sur les 419 dossiers faisant l'objet du présent rapport, la plupart (86 %) ont une date de début comprise entre le 1er février 2000 et le 30 avril 2000.

Les résultats peuvent être extrapolés à l'ensemble des dossiers. Le niveau de confiance s'établit à 90 % et comporte une marge d'erreur de plus ou moins 5 %, ou moins.

***b) Analyse cumulative par région (Annexe 2)***

L'analyse résume par région les résultats de tous les examens exécutés jusqu'à présent par la DCP. Les résultats pour l'Ontario sont valables sur le plan statistique, le niveau de confiance s'établissant à 90 % et la marge d'erreur étant de plus ou moins 5 %, ou moins. En ce qui concerne Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Administration centrale, les résultats sont valables sur le plan statistique, le niveau de confiance équivalant à 90 % et la marge d'erreur se situant à plus ou moins 7,5 % ou moins. Les résultats relatifs aux autres régions ne sont pas valides statistiquement et ne sont présentés qu'à titre d'information.

Les résultats régionaux ont été obtenus à partir de trois échantillons aléatoires indépendants tirés des dossiers de subventions et de contributions de projets ayant débuté entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000. Il faut remarquer encore une fois que, sur les 419 dossiers faisant l'objet du présent rapport, la plupart (86 %) ont une date de début comprise entre le 1er février 2000 et le 30 avril 2000.

***c) Analyse nationale trimestrielle par processus administratif (Annexes 3 et 4)***

Cette analyse résume les conclusions de tous les examens de dossiers exécutés par la DCP depuis le deuxième rapport d'étape trimestriel publié en décembre 2000. Les dossiers choisis proviennent d'un échantillon aléatoire tiré des 7 600 dossiers de subventions et de contributions nationaux dont la date de début se situe entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000.

L'examen des dossiers a eu lieu entre novembre 2000 et mars 2001. Il comprenait une évaluation exhaustive de l'administration des programmes de DRHC, notamment de toutes les étapes du cycle de vie d'un projet (présentation de la demande, évaluation, recommandation et approbation, attribution de l'entente, paiements, contrôle, suivi et évaluation, respect des modalités et administration générale). L'examen a porté sur un total de 58 dossiers.

La méthodologie et les techniques d'échantillonnage utilisées par la DCP permettent d'extrapoler la plupart des résultats à l'ensemble des dossiers de subventions et de contributions de DRHC. Pour qu'on puisse extrapoler les résultats portant sur la conformité, les questions évaluées doivent comporter un nombre suffisant de réponses. Le présent rapport contient les résultats de l'examen des dossiers à l'égard de 81 questions touchant la conformité. Dans 50 des secteurs de conformité visés par le rapport, il est possible d'extrapoler les résultats du taux de conformité et de les appliquer à l'ensemble des dossiers, avec un niveau de confiance de 90 % et une marge d'erreur de plus ou moins 5 %, ou moins. Pour les 31 cas restants, les résultats du taux de conformité peuvent être présentés à titre d'information seulement. Ces résultats fournissent des renseignements sur des dossiers particuliers visés par l'examen mais ils ne peuvent être extrapolés avec le même niveau de confiance en raison du faible nombre de réponses applicables à ces questions à ce moment-ci.

***d) Analyse financière nationale trimestrielle (Annexe 5)***

Cette analyse résume les résultats des examens financiers exécutés par la DCP depuis le dernier rapport en décembre 2000. Des 58 dossiers constituant l'échantillon aléatoire national, 50 portaient sur des projets comprenant des demandes financières de la part des promoteurs. La DCP a procédé à un examen financier complet de toute la documentation jointe aux formulaires de demande de remboursement. L'objectif consistait à s'assurer que les montants demandés par les promoteurs avaient été réellement engagés conformément à ce qui était autorisé dans l'entente et que les pièces justificatives pertinentes avaient été présentées.

Lorsque le montant des dépenses réclamées était peu élevé, on procédait à un examen des documents financiers justificatifs fournis par télécopieur. Dans les autres cas, les vérificateurs se rendaient chez les promoteurs.

Les vérificateurs se sont conformés aux lignes directrices détaillées et ont examiné 100 % des documents justifiant les montants demandés, dont le total s'établissait à 2 156 986 $. Les examens financiers ont été exécutés en janvier et février 2001.

Tous les résultats de la DCP contenus dans le présent rapport ont fait l'objet d'un processus rigoureux de validation et de contrôle de la qualité. Les résultats ont été évalués exhaustivement par une unité indépendante du contrôle de la qualité au sein de la DCP. Cette unité est formée de professionnels affectés à cette fin dans le cadre d'une entente avec Conseils et Vérification Canada. Après l'évaluation du contrôle de la

qualité, toutes les observations ont fait l'objet d'une validation en regard des réponses fournies par les gestionnaires de chaque centre de responsabilité pertinent. Ces réponses, y compris les plans de mesures correctives le cas échéant, ont été intégrées au sommaire final des résultats envoyés aux centres de responsabilité concernés.

Afin d'analyser les résultats et d'en rendre compte, la DCP a utilisé sa base de données pour regrouper les résultats d'examen par processus administratif et par question ou critère évalué. De plus, des résultats de conformité comparables tirés de la vérification du BVI de 1999 ont été ajoutés à la base de données de la DCP pour qu'on puisse mesurer et suivre les progrès réalisés dans la gestion courante des programmes de subventions et de contributions de DRHC.

# 4 CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Le rapport d'étape de mars 2001 confirme que des améliorations mesurables et importantes continuent d'être apportées à la gestion générale des subventions et des contributions depuis la vérification du BVI réalisée en 1999. En règle générale, ces conclusions concordent avec les tendances positives observées dans les rapports trimestriels d'étape précédents.

## 4.1 - Résultats nationaux cumulatifs

Les résultats nationaux cumulatifs figurant à l'annexe 1 démontrent clairement une augmentation du taux de conformité aux exigences administratives des programmes de subventions et de contributions.

Ces résultats révèlent une amélioration marquée dans la gestion des subventions et des contributions depuis la vérification du BVI en 1999. En voici quelques exemples.

Le dossier contient la demande de financement du promoteur. Le rapport du BVI de 1999 signalait que « sur les 459 dossiers examinés, 15 % ne contenaient pas la demande de financement du promoteur ». En ce qui concerne les dossiers examinés jusqu'à présent par la DCP, 99,5 % contenaient une demande de financement.

La justification du financement figure au dossier. Le rapport du BVI de 1999 signalait que « les deux tiers des dossiers examinés ne contenaient pas d'analyse et/ou de justification permettant de recommander ou d'accepter le projet ». En ce qui concerne les dossiers examinés jusqu'à présent par la DCP, 94,7 % contenaient la justification du financement.

On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC. Le rapport du BVI de 1999 signalait que « 97 % des dossiers examinés ne contenaient aucun élément révélant qu'on avait vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC avant l'approbation du projet ». En ce qui concerne les dossiers examinés jusqu'à présent par la DCP, 94,5 % contiennent des éléments prouvant qu'on a vérifié que les promoteurs n'ont aucune dette envers DRHC.

On a vérifié que les projets permettaient d'atteindre les résultats prévus. Le rapport du BVI de 1999 indique que « trois ententes de contribution sur quatre ne contenaient aucune indication révélant qu'on avait vérifié si les projets avaient atteint les résultats prévus ». En ce qui concerne les dossiers examinés jusqu'à présent par la DCP, 95,3 % contenaient de la documentation attestant cette vérification. Il découlait, de la documentation versée dans les dossiers, qu'on avait vérifié, dans 96,5 % des cas, si les projets correspondaient à l'entente.

Dans l'ensemble, les résultats nationaux cumulatifs des examens de la DCP indiquent un taux de conformité supérieur à 90 % dans 54 des 67 résultats valides de l'examen. Voici quelques secteurs qui devront faire l'objet d'autres améliorations :

- il faut une meilleure documentation qui démontre particulièrement que les coûts proposés du projet ont été évalués et que les fonds obtenus des autres partenaires ont été confirmés;
- il faut une préparation plus minutieuse des ententes, et s'assurer particulièrement que les articles de l'entente sont respectés et que les ententes comprennent une mention sur l'utilisation des recettes produites par les projets ayant cette vocation;
- il faut s'assurer que les fonds sont engagés avant que DRHC ne signe l'entente, et que celle-ci est signée avant les dates du début de la période de financement;
- il faut veiller à ce que les prévisions de trésorerie soient modifiées dès qu'il y a un écart de 15 % ou plus par rapport aux dépenses prévues.

## 4.2 - Analyse cumulative par région

Dans le présent rapport, la Direction du contrôle de la performance présente les résultats cumulatifs de l'examen des dossiers pour chaque région, y compris l'Administration centrale (AC). Consultez l'annexe 2 pour obtenir des détails sur l'analyse cumulative par région et à l'AC. Pour obtenir les résultats des examens portant sur des secteurs de programmes précis, il faut se rapporter au deuxième rapport d'étape trimestriel de la DCP qui a été publié en décembre 2000.

## 4.3 - Résultats nationaux trimestriels

L'examen réalisé par la DCP pour le présent trimestre révèle que le niveau de conformité aux politiques et aux procédures du Ministère et du Conseil du Trésor continue de s'améliorer. Le taux de conformité de 90 % et plus obtenu dans 41 des 51 résultats de vérification valides démontre cette amélioration marquée dans la gestion et l'administration des programmes de subventions et de contributions au niveau national.

Certains secteurs ont augmenté leur taux de conformité par rapport à ce qui a été signalé pour le dernier trimestre :

L'approbation a été signée le ou avant la date de début de l'entente dans 96,5 % des dossiers examinés, comparativement à 92,9 % dans le rapport trimestriel précédent de la DCP.

Les ententes ont été signées le ou avant la date de début de l'entente dans 92,9 % des dossiers examinés, comparativement à 84 % dans le rapport trimestriel précédent de la DCP.

Les objectifs décrits dans les ententes comprenaient des échéanciers et des étapes mesurables dans 97,6 % des dossiers examinés, comparativement à 90,5 % dans le rapport trimestriel précédent.

Toutes les annexes nécessaires étaient incluses et préparées convenablement dans 92,7 % des dossiers examinés, comparativement à 87,9 % dans le rapport trimestriel précédent.

Voici quelques points qui nécessitent encore des améliorations :

- il faut mieux documenter l'évaluation afin de démontrer que les coûts proposés ont été examinés et que les objectifs du programme de DRHC ont été pris en considération pendant l'évaluation des propositions;
- tous les dossiers doivent contenir un formulaire d'évaluation environnementale préalable dûment rempli;
- il faut s'assurer que les articles de l'entente sont respectés plus rigoureusement;
- il faut veiller à ce que toutes les pièces justificatives pertinentes soient jointes aux demandes de remboursement du promoteur, si l'entente l'exige;
- il faut veiller à ce que les projets fassent l'objet d'un suivi en fonction d'un plan de contrôle et d'évaluation des risques;
- il faut s'assurer que les activités du projet sont conformes aux modalités du programme de DRHC.

### 4.4 - Résultats de la vérification financière

Sur l'ensemble des 58 dossiers faisant partie de l'échantillon aléatoire national pour le présent trimestre, 50 dossiers portaient sur des projets comportant des demandes de financement de la part des promoteurs. L'ensemble de ces 50 dossiers a fait l'objet d'une vérification financière, qui a porté sur des dépenses totales équivalant à 2 156 986 $. L'examen de certains dossiers a permis de relever la nécessité de faire certains rajustements financiers ou la possibilité de devoir en faire. Dans l'ensemble, les résultats de la vérification financière se présentent comme suit :

- 2 095 586 $ ou 97,15 % des dépenses examinées ont été jugées admissibles;
- Cependant, des redressements de 17 118 $ sont nécessaires. Ces redressements sont attribuables précisément à des dépenses engagées avant la date du début de l'entente, à un remboursement erroné de la TPS et à des dépenses non admissibles en vertu des modalités des ententes.

- Une somme de 44 282 $ du montant total examiné doit faire l'objet d'autres vérifications et de mesures correctives possibles. À cet égard, ce sont les centres de responsabilité en cause qui assurent le suivi.

## 5 PROCHAINES ÉTAPES

La DCP continuera à présenter des rapports sur les améliorations que DRHC apporte à l'administration de ses programmes de subventions et de contributions à l'échelle nationale. Les résultats nationaux du prochain rapport feront ressortir les répercussions des nouvelles politiques et mesures mises en œuvre dans la foulée du Plan d'action en six points.

# ANNEXE 1 - ANALYSE NATIONALE CUMULATIVE PAR PROCESSUS ADMINISTRATIF

## *DOSSIERS DÉBUTANT ENTRE LE 1er février 2000 ET LE 30 JUIN 2000*

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs nationaux de la DCP 419 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque** : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP* | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 412 | 2 | 5 | 419 | 99,5 % | 85,2 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 401 | 11 | 7 | 419 | 97,3 % | S.O. |
| Le dossier Le dossier comprend les objectifs et les activités | 409 | 3 | 7 | 419 | 99,3 % | 75,0 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 402 | 5 | 12 | 419 | 98,8 % | 89,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 397 | 15 | 7 | 419 | 96,4 % | 89,0 % |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 366 | 49 | 4 | 419 | 88,2 % | 31,8 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 202 | 71 | 4 | 277 | 74,0 % | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 392 | 23 | 4 | 419 | 94,5 % | 2,6 % |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 71 | 29 | 319 | 419 | 71,0 % | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 55 | 6 | 216 | 277 | 90,2 % | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 66 | 6 | 347 | 419 | 91,7 % | 57,1 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 42 | 0 | 377 | 419 | 100,0 % | S.O. |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 390 | 22 | 7 | 419 | 94,7 % | 29,6 % |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 396 | 22 | 1 | 419 | 94,7 % | 38,0 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 409 | 8 | 2 | 419 | 98,1 % | 79,2 % |

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs nationaux de la DCP 419 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 239 | 16 | 22 | 277 | 93,7 % | S.O. |
| L'entente figure au dossier | 369 | 0 | 50 | 419 | 100,0 % | 96,4 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 250 | 16 | 153 | 419 | 94,0 % | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 320 | 14 | 85 | 419 | 95,8 % | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 357 | 12 | 50 | 419 | 96,7 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 367 | 2 | 50 | 419 | 99,5 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 336 | 33 | 50 | 419 | 91,1 % | 83,7 % |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 54 | 3 | 362 | 419 | 94,7 % | S.O. |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 280 | 80 | 59 | 419 | 77,8 % | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 361 | 2 | 56 | 419 | 99,4 % | 95,7 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 361 | 8 | 50 | 419 | 97,8 % | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 359 | 2 | 58 | 419 | 99,4 % | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 354 | 14 | 51 | 419 | 96,2 % | 91,9 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 315 | 52 | 52 | 419 | 85,8 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 368 | 1 | 50 | 419 | 99,7 % | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 36 | 7 | 376 | 419 | 83,7 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 2 | 359 | 58 | 419 | 99,4 % | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 254 | 7 | 158 | 419 | 97,3 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 363 | 1 | 55 | 419 | 99,7 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 309 | 60 | 50 | 419 | 83,7 % | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 248 | 103 | 68 | 419 | 70,7 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 366 | 2 | 51 | 419 | 99,5 % | 86,6 % |
| Le motif de la modification est clair | 81 | 1 | 337 | 419 | 98,8 % | 61,9 % |

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs nationaux de la DCP 419 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 44 | 0 | 375 | 419 | 100,0 % | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 71 | 3 | 345 | 419 | 95,9 % | S.O. |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 179 | 6 | 234 | 419 | 96,8 % | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 178 | 7 | 234 | 419 | 96,2 % | 71,3 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 75 | 0 | 344 | 419 | 100,0 % | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier | 289 | 8 | 122 | 419 | 97,3 % | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 215 | 16 | 188 | 419 | 93,1 % | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 56 | 1 | 362 | 419 | 98,2 % | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 287 | 4 | 128 | 419 | 98,6 % | 92,6 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 287 | 5 | 127 | 419 | 98,3 % | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 32 | 21 | 224 | 277 | 60,4 % | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 170 | 1 | 29 | 200 | 99,4 % | 70,9 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 367 | 0 | 52 | 419 | 100,0 % | S.O. |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 227 | 30 | 162 | 419 | 88,3 % | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 222 | 11 | 186 | 419 | 95,3 % | 44,0 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 196 | 7 | 216 | 419 | 96,6 % | 23,4 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 85 | 10 | 324 | 419 | 89,5 % | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 56 | 3 | 360 | 419 | 94,9 % | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 39 | 5 | 375 | 419 | 88,6 % | S.O. |

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs nationaux de la DCP 419 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque* : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 71 | 1 | 347 | 419 | 98,6 % | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 67 | 8 | 344 | 419 | 89,3 % | S.O. |
| RESPECT DES MODALITÉS | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 392 | 25 | 2 | 419 | 94,0 % | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 408 | 6 | 5 | 419 | 98,6 % | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 134 | 2 | 141 | 277 | 98,5 % | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 116 | 12 | 149 | 277 | 90,6 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 3 | 389 | 27 | 419 | 99,2 % | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 392 | 27 | 419 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 11 | 381 | 27 | 419 | 97,2 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 1 | 391 | 27 | 419 | 99,7 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*REMARQUE : LES RÉSULTATS SUIVANTS NE SONT PAS STATISTIQUEMENT SIGNIFICATIFS PUISQU'ILS PORTENT SUR UN PETIT NOMBRE DE DOSSIERS. ILS SONT DONC FOURNIS À TITRE DE RENSEIGNEMENTS SEULEMENT*

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs nationaux de la DCP 419 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 20 | 14 | 385 | 419 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 32 | 7 | 380 | 419 | S.O. | S.O. |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 18 | 17 | 384 | 419 | S.O. | S.O. |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 33 | 0 | 386 | 419 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 9 | 1 | 409 | 419 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 3 | 2 | 414 | 419 | S.O. | S.O. |

# ANNEXE 2 - ANALYSE CUMULATIVE PAR RÉGION

***TERRE-NEUVE***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 43 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| DEMANDE | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | 84,6 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 40 | 3 | 0 | 43 | 93,0 % | 69,2 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 42 | 1 | 0 | 43 | 97,7 % | 61,5 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 41 | 2 | 0 | 43 | 95,3 % | 58,3 % |
| EVALUATION | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 37 | 6 | 0 | 43 | 86,0 % | 23,1 % |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | 0,0 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 42 | 1 | 0 | 43 | 97,7 % | 25,0 % |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 40 | 3 | 0 | 43 | 93,0 % | 15,4 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 41 | 2 | 0 | 43 | 95,3 % | 61,5 % |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | 100,0 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 27 | 3 | 13 | 43 | 90,0 % | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 34 | 1 | 8 | 43 | 97,1 % | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 41 | 2 | 0 | 43 | 95,3 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 41 | 2 | 0 | 43 | 95,3 % | 84,6 % |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 38 | 5 | 0 | 43 | 88,4 % | S.O. |

## *TERRE-NEUVE*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 43 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | 92,3 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 42 | 1 | 0 | 43 | 97,7 % | 92,3 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 39 | 4 | 0 | 43 | 90,7 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 2 | 38 | 3 | 43 | 95,0 % | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 40 | 0 | 3 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 39 | 4 | 0 | 43 | 90,7 % | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 40 | 3 | 0 | 43 | 93,0 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | 76,9 % |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 36 | 3 | 4 | 43 | 92,3 % | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 31 | 2 | 10 | 43 | 93,9 % | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 36 | 0 | 7 | 43 | 100,0 % | 100,0 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 36 | 0 | 7 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 39 | 0 | 4 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 36 | 3 | 4 | 43 | 92,3 % | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 35 | 1 | 7 | 43 | 97,2 % | 46,2 % |

***TERRE-NEUVE***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 43 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| RESPECT DES MODALITÉS | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 41 | 2 | 0 | 43 | 95,3 % | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 43 | 0 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 43 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 43 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 0 | 43 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 43 | 0 | 43 | 100,0 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement*

**TERRE-NEUVE**

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 43 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ÉVALUATION | | | | | | |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 18 | 6 | 0 | 24 | S.O | S.O. |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 11 | 1 | 31 | 43 | S.O | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 6 | 0 | 18 | 24 | S.O | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 16 | 0 | 27 | 43 | S.O | 100,0 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 5 | 0 | 38 | 43 | S.O | S.O. |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 24 | 0 | 0 | 24 | S.O | S.O. |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 11 | 1 | 31 | 43 | S.O | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 5 | 0 | 38 | 43 | S.O | S.O. |
| Le motif de la modification est clair | 15 | 0 | 28 | 43 | S.O | 75,0 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 6 | 0 | 37 | 43 | S.O | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 5 | 0 | 38 | 43 | S.O | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 7 | 1 | 35 | 43 | S.O | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 14 | 0 | 29 | 43 | S.O | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**TERRE-NEUVE** — **Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 43 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 20 | 1 | 22 | 43 | S.O | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 19 | 2 | 22 | 43 | S.O | 80,0 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 5 | 0 | 38 | 43 | S.O | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 3 | 0 | 40 | 43 | S.O | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 4 | 0 | 20 | 24 | S.O | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 19 | 0 | 2 | 21 | S.O | 61,5 % |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 26 | 3 | 14 | 43 | S.O | 16,7 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 23 | 4 | 16 | 43 | S.O | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 8 | 3 | 32 | 43 | S.O | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 12 | 0 | 31 | 43 | S.O | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 7 | 2 | 34 | 43 | S.O | S.O. |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 6 | 0 | 37 | 43 | S.O | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 0 | 0 | 43 | 43 | S.O | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 14 | 0 | 29 | 43 | S.O | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 1 | 1 | 41 | 43 | S.O | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 9 | 2 | 32 | 43 | S.O | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### TERRE-NEUVE

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 43 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 13 | 0 | 11 | 24 | S.O | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 6 | 2 | 16 | 24 | S.O | S.O. |

## *NOUVELLE-ÉCOSSE*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 36 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| DEMANDE | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 35 | 0 | 1 | 36 | 100,0 % | 59,1 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 31 | 4 | 1 | 36 | 88,6 % | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 35 | 0 | 1 | 36 | 100,0 % | 31,8 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 33 | 1 | 2 | 36 | 97,1 % | 50,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 31 | 4 | 1 | 36 | 88,6 % | 27,3 % |
| ÉVALUATION | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 29 | 6 | 1 | 36 | 82,9 % | 4,5 % |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 33 | 2 | 1 | 36 | 94,3 % | 4,5 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 35 | 0 | 1 | 36 | 100,0 % | 0,0 % |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 33 | 2 | 1 | 36 | 94,3 % | 13,6 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 35 | 0 | 1 | 36 | 100,0 % | 54,5 % |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 35 | 0 | 1 | 36 | 100,0 % | 100,0 % |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 33 | 2 | 1 | 36 | 94,3 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 34 | 1 | 1 | 36 | 97,1 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 34 | 1 | 1 | 36 | 97,1 % | 81,8 % |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 29 | 5 | 2 | 36 | 85,3 % | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 34 | 0 | 2 | 36 | 100,0 % | 86,4 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 34 | 1 | 1 | 36 | 97,1 % | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 34 | 0 | 2 | 36 | 100,0 % | S.O. |

## *NOUVELLE-ÉCOSSE*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 36 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 34 | 1 | 1 | 36 | 97,1 % | 90,9 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 29 | 6 | 1 | 36 | 82,9 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 35 | 0 | 1 | 36 | 100,0 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 34 | 2 | 36 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 34 | 1 | 1 | 36 | 97,1 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 28 | 7 | 1 | 36 | 80,0 % | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 19 | 14 | 3 | 36 | 57,6 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 35 | 0 | 1 | 36 | 100,0 % | 63,6 % |
| **RESPECT DES MODALITÉS** | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 30 | 6 | 0 | 36 | 83,3 % | S.O. |
| **ADMINISTRATION GÉNÉRALE** | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 34 | 1 | 1 | 36 | 97,1 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 35 | 1 | 36 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 35 | 1 | 36 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 1 | 34 | 1 | 36 | 97,1 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 35 | 1 | 36 | 100,0 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**NOUVELLE-ÉCOSSE** — **Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 36 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ÉVALUATION | | | | | | |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 18 | 5 | 1 | 24 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 5 | 1 | 30 | 36 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 4 | 0 | 20 | 24 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 6 | 3 | 27 | 36 | S.O. | 100,0 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 4 | 0 | 32 | 36 | S.O. | S.O. |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 19 | 5 | 0 | 24 | S.O. | S.O. |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 20 | 4 | 12 | 36 | S.O. | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 23 | 2 | 11 | 36 | S.O. | S.O. |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 5 | 0 | 31 | 36 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 2 | 1 | 33 | 36 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 26 | 0 | 10 | 36 | S.O. | S.O. |
| Le motif de la modification est clair | 10 | 0 | 26 | 36 | S.O. | 100,0 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 7 | 0 | 29 | 36 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 3 | 3 | 30 | 36 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**NOUVELLE-ÉCOSSE**

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 36 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 5 | 0 | 31 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 8 | 1 | 27 | 36 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 17 | 0 | 19 | 36 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 17 | 0 | 19 | 36 | S.O. | 56,3 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 6 | 0 | 30 | 36 | S.O. | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 24 | 0 | 12 | 36 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 19 | 0 | 17 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 4 | 0 | 32 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 24 | 0 | 12 | 36 | S.O. | 80,0 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 24 | 0 | 12 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 2 | 1 | 21 | 24 | S.O. | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 13 | 0 | 6 | 19 | S.O. | 52,4 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 27 | 0 | 9 | 36 | S.O. | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 19 | 4 | 13 | 36 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 18 | 1 | 17 | 36 | S.O. | 27,3 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 18 | 0 | 18 | 36 | S.O. | 22,7 % |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**NOUVELLE-ÉCOSSE** — **Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 36 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 1 | 1 | 34 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 2 | 0 | 34 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 3 | 0 | 33 | 36 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 0 | 2 | 34 | 36 | S.O. | S.O. |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 1 | 0 | 35 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 1 | 0 | 35 | 36 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 3 | 1 | 32 | 36 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 1 | 35 | 36 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 3 | 0 | 33 | 36 | S.O. | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 13 | 0 | 11 | 24 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 11 | 1 | 12 | 24 | S.O. | S.O. |

***QUÉBEC***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 32 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 29 | 0 | 3 | 32 | 100,0 % | 100,0 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 28 | 1 | 3 | 32 | 96,6 % | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 29 | 0 | 3 | 32 | 100,0 % | 91,3 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 29 | 0 | 3 | 32 | 100,0 % | 84,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 29 | 0 | 3 | 32 | 100,0 % | 96,0 % |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 28 | 1 | 3 | 32 | 96,6 % | 36,0 % |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 31 | 1 | 0 | 32 | 96,9 % | 0,0 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 25 | 4 | 3 | 32 | 86,2 % | 0,0 % |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | 76,0 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 31 | 1 | 0 | 32 | 96,9 % | 72,0 % |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | 100,0 % |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 28 | 2 | 2 | 32 | 93,3 % | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 31 | 1 | 0 | 32 | 96,9 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 23 | 9 | 0 | 32 | 71,9 % | 88,0 % |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 16 | 16 | 0 | 32 | 50,0 % | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | 96,0 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |

***QUÉBEC***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 32 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | 100,0 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 23 | 9 | 0 | 32 | 71,9 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 31 | 1 | 0 | 32 | 96,9 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 32 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 23 | 9 | 0 | 32 | 71,9 % | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 14 | 15 | 3 | 32 | 48,3 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | 92,0 % |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier | 26 | 0 | 6 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 25 | 1 | 6 | 32 | 96,2 % | 100,0 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 23 | 3 | 6 | 32 | 88,5 % | S.O. |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 27 | 0 | 5 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| **RESPECT DES MODALITÉS** | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 32 | 0 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| **ADMINISTRATION GÉNÉRALE** | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 30 | 2 | 0 | 32 | 93,8 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 32 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |

***QUÉBEC***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 32 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 32 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 0 | 32 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 32 | 0 | 32 | 100,0 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement*

**QUÉBEC**

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 32 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| EVALUATION | | | | | | |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 22 | 2 | 0 | 24 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 11 | 2 | 19 | 32 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 18 | 2 | 4 | 24 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 12 | 0 | 20 | 32 | S.O. | 50,0 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 8 | 0 | 24 | 32 | S.O. | S.O. |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 23 | 1 | 0 | 24 | S.O. | S.O. |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 25 | 0 | 7 | 32 | S.O. | S.O. |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 6 | 2 | 24 | 32 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 4 | 0 | 28 | 32 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 21 | 1 | 10 | 32 | S.O. | S.O. |
| Le motif de la modification est clair | 8 | 0 | 24 | 32 | S.O. | 50,0 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 4 | 0 | 28 | 32 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 1 | 0 | 31 | 32 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 4 | 1 | 27 | 32 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement*

### QUÉBEC

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 32 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 5 | 0 | 27 | 32 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 18 | 0 | 14 | 32 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 17 | 1 | 14 | 32 | S.O. | 57,1 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 5 | 0 | 27 | 32 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 12 | 0 | 20 | 32 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 4 | 0 | 28 | 32 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 3 | 1 | 20 | 24 | S.O. | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 12 | 0 | 2 | 14 | S.O. | 96,0 % |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 19 | 1 | 12 | 32 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 23 | 0 | 9 | 32 | S.O. | 68,0 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 19 | 0 | 13 | 32 | S.O. | 45,8 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 13 | 0 | 19 | 32 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 3 | 2 | 27 | 32 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 2 | 1 | 29 | 32 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 1 | 0 | 31 | 32 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers, ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement*

**QUÉBEC**

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 32 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 5 | 0 | 27 | 32 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 1 | 0 | 31 | 32 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 8 | 0 | 24 | 32 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 32 | 32 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 6 | 0 | 26 | 32 | S.O. | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 6 | 1 | 17 | 24 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 6 | 0 | 18 | 24 | S.O. | S.O. |

***ONTARIO***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 144 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| DEMANDE | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 142 | 2 | 0 | 144 | 98,6 % | 82,5 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 139 | 3 | 2 | 144 | 97,9 % | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 142 | 0 | 2 | 144 | 100,0 % | 58,3 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 137 | 1 | 6 | 144 | 99,3 % | 65,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 137 | 5 | 2 | 144 | 96,5 % | 82,5 % |
| ÉVALUATION | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 124 | 20 | 0 | 144 | 86,1 % | 30,0 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 75 | 24 | 3 | 102 | 75,8 % | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 126 | 15 | 3 | 144 | 89,4 % | 7,5 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 131 | 13 | 0 | 144 | 91,0 % | 22,2 % |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 131 | 13 | 0 | 144 | 91,0 % | 41,0 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 141 | 3 | 0 | 144 | 97,9 % | 77,5 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 94 | 7 | 1 | 102 | 93,1 % | S.O. |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 142 | 0 | 2 | 144 | 100,0 % | 97,5 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 93 | 3 | 48 | 144 | 96,9 % | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 135 | 4 | 5 | 144 | 97,1 % | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 137 | 5 | 2 | 144 | 96,5 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 141 | 1 | 2 | 144 | 99,3 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 134 | 8 | 2 | 144 | 94,4 % | 86,5 % |

***ONTARIO***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 144 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 88 | 47 | 9 | 144 | 65,2 % | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 138 | 0 | 6 | 144 | 100,0 % | 94,9 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 138 | 4 | 2 | 144 | 97,2 % | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 136 | 0 | 8 | 144 | 100,0 % | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 138 | 4 | 2 | 144 | 97,2 % | 84,6 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 120 | 21 | 3 | 144 | 85,1 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 142 | 0 | 2 | 144 | 100,0 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 141 | 3 | 144 | 100,0 % | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 79 | 4 | 61 | 144 | 95,2 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 140 | 0 | 4 | 144 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 121 | 21 | 2 | 144 | 85,2 % | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 88 | 42 | 14 | 144 | 67,7 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 140 | 1 | 3 | 144 | 99,3 % | 90,0 % |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 53 | 2 | 89 | 144 | 96,4 % | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 52 | 3 | 89 | 144 | 94,5 % | 82,8 % |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 109 | 4 | 31 | 144 | 96,5 % | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 86 | 11 | 47 | 144 | 88,7 % | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 109 | 2 | 33 | 144 | 98,2 % | 94,4 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 110 | 1 | 33 | 144 | 99,1 % | S.O. |

***ONTARIO***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 144 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 52 | 0 | 14 | 66 | 100,0 % | 86,5 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 118 | 0 | 26 | 144 | 100,0 % | S.O. |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 71 | 14 | 59 | 144 | 83,5 % | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 68 | 5 | 71 | 144 | 93,2 % | 32,5 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 65 | 1 | 78 | 144 | 98,5 % | 25,6 % |
| RESPECT DES MODALITÉS | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 133 | 9 | 2 | 144 | 93,7 % | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 141 | 1 | 2 | 144 | 99,3 % | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 69 | 1 | 32 | 102 | 98,6 % | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 65 | 2 | 35 | 102 | 97,0 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 2 | 138 | 4 | 144 | 98,6 % | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 140 | 4 | 144 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 3 | 137 | 4 | 144 | 97,9 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 1 | 139 | 4 | 144 | 99,3 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**ONTARIO** — **Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 144 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 21 | 8 | 115 | 144 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 16 | 0 | 86 | 102 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 23 | 1 | 120 | 144 | S.O. | 60,0 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 8 | 0 | 136 | 144 | S.O. | S.O. |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 17 | 0 | 127 | 144 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 9 | 2 | 133 | 144 | S.O. | S.O. |
| Le motif de la modification est clair | 20 | 0 | 124 | 144 | S.O. | 100,0 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 10 | 0 | 134 | 144 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 4 | 5 | 135 | 144 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 4 | 4 | 136 | 144 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 17 | 1 | 126 | 144 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 23 | 0 | 121 | 144 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 19 | 0 | 125 | 144 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 1 | 13 | 88 | 102 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**ONTARIO**

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 144 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 15 | 2 | 127 | 144 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 1 | 1 | 142 | 144 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 18 | 0 | 126 | 144 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 14 | 0 | 130 | 144 | S.O. | S.O. |
| **SUIVI ET ÉVALUATION** | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 13 | 0 | 131 | 144 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 6 | 0 | 138 | 144 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 21 | 0 | 123 | 144 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 1 | 0 | 143 | 144 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 23 | 2 | 119 | 144 | S.O. | S.O. |

## *COLOMBIE-BRITANNIQUE/YUKON*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 56 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| DEMANDE | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 56 | 0 | 0 | 56 | 100,0 % | 90,5 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 53 | 3 | 0 | 56 | 94,6 % | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 56 | 0 | 0 | 56 | 100,0 % | 80,0 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 55 | 1 | 0 | 56 | 98,2 % | 85,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 55 | 1 | 0 | 56 | 98,2 % | 81,0 % |
| ÉVALUATION | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 45 | 11 | 0 | 56 | 80,4 % | 42,9 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 29 | 10 | 0 | 39 | 74,4 % | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 56 | 0 | 0 | 56 | 100,0 % | 4,8 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 52 | 2 | 2 | 56 | 96,3 % | 20,0 % |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 52 | 4 | 0 | 56 | 92,9 % | 61,9 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 54 | 1 | 1 | 56 | 98,2 % | 66,7 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 36 | 1 | 2 | 39 | 97,3 % | S.O. |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 56 | 0 | 0 | 56 | 100,0 % | 95,2 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 44 | 4 | 8 | 56 | 91,7 % | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 46 | 2 | 8 | 56 | 95,8 % | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 54 | 2 | 0 | 56 | 96,4 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 56 | 0 | 0 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 48 | 8 | 0 | 56 | 85,7 % | 90,0 % |

## *COLOMBIE-BRITANNIQUE/YUKON*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 56 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 53 | 2 | 1 | 56 | 96,4 % | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 54 | 2 | 0 | 56 | 96,4 % | 100,0 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 54 | 2 | 0 | 56 | 96,4 % | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 54 | 2 | 0 | 56 | 96,4 % | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 54 | 1 | 1 | 56 | 98,2 % | 80,0 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 51 | 4 | 1 | 56 | 92,7 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 56 | 0 | 0 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 54 | 2 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 42 | 0 | 14 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 54 | 0 | 2 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 55 | 1 | 0 | 56 | 98,2 % | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 35 | 20 | 1 | 56 | 63,6 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 56 | 0 | 0 | 56 | 100,0 % | 85,7 % |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 39 | 2 | 15 | 56 | 95,1 % | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 41 | 0 | 15 | 56 | 100,0 % | 100,0 % |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 47 | 0 | 9 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 36 | 0 | 20 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 46 | 0 | 10 | 56 | 100,0 % | 85,7 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 46 | 0 | 10 | 56 | 100,0 % | S.O. |

***COLOMBIE-BRITANNIQUE/YUKON***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 56 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 52 | 0 | 4 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 33 | 7 | 16 | 56 | 82,5 % | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 32 | 3 | 21 | 56 | 91,4 % | 60,0 % |
| RESPECT DES MODALITÉS | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 52 | 4 | 0 | 56 | 92,9 % | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 55 | 0 | 1 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 1 | 54 | 1 | 56 | 98,2 % | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 55 | 1 | 56 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 3 | 52 | 1 | 56 | 94,5 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 55 | 1 | 56 | 100,0 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### COLOMBIE-BRITANNIQUE/YUKON

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 56 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 8 | 6 | 42 | 56 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 1 | 0 | 38 | 39 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 5 | 1 | 50 | 56 | S.O. | 50,0 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 4 | 0 | 52 | 56 | S.O. | S.O. |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 9 | 0 | 47 | 56 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 9 | 2 | 45 | 56 | S.O. | S.O. |
| Le motif de la modification est clair | 8 | 1 | 47 | 56 | S.O. | 83,3 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 6 | 0 | 50 | 56 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 3 | 1 | 52 | 56 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 4 | 0 | 52 | 56 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 8 | 0 | 48 | 56 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 13 | 0 | 43 | 56 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 12 | 0 | 44 | 56 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**COLOMBIE-BRITANNIQUE/YUKON**

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 56 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 11 | 4 | 24 | 39 | S.O. | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 23 | 1 | 3 | 27 | S.O. | 85,7 % |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 27 | 2 | 27 | 56 | S.O. | 36,8 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 15 | 1 | 40 | 56 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 3 | 2 | 51 | 56 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 12 | 0 | 44 | 56 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 10 | 0 | 46 | 56 | S.O. | S.O. |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 4 | 0 | 52 | 56 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 1 | 0 | 55 | 56 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 5 | 0 | 51 | 56 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 56 | 56 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 6 | 1 | 49 | 56 | S.O. | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 19 | 0 | 20 | 39 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 15 | 4 | 20 | 39 | S.O. | S.O. |

***ADMINISTRATION CENTRALE***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 51 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | 85,2 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | 63,4 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | 80,1 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | 78,5 % |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 50 | 1 | 0 | 51 | 98,0 % | 32,0 % |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 50 | 1 | 0 | 51 | 98,0 % | 0,7 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 50 | 0 | 1 | 51 | 100,0 % | 0,0 % |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | 35,0 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | 86,6 % |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 27 | 0 | 0 | 27 | 100,0 % | 63,5 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 50 | 0 | 1 | 51 | 100,0 % | S.O. |
| **RESPECT DES MODALITÉS** | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 51 | 0 | 0 | 51 | 100,0 % | S.O. |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 49 | 1 | 1 | 51 | 98,0 % | S.O. |

## *ADMINISTRATION CENTRALE*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 51 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 30 | 21 | 51 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 30 | 21 | 51 | 100,0 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 0 | 30 | 21 | 51 | 100,0 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 30 | 21 | 51 | 100,0 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### ADMINISTRATION CENTRALE

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 51 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 8 | 17 | 0 | 25 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 7 | 0 | 44 | 51 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 0 | 0 | 25 | 25 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | 7,4 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 4 | 0 | 47 | 51 | S.O. | S.O. |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 6 | 0 | 19 | 25 | S.O. | S.O. |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | 94,6 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 4 | 0 | 47 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 4 | 1 | 46 | 51 | S.O. | 83,3 % |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 4 | 0 | 47 | 51 | S.O. | 95,3 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### ADMINISTRATION CENTRALE

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 51 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | 94,3 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 5 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 3 | 0 | 48 | 51 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 5 | 0 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 2 | 3 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 4 | 1 | 46 | 51 | S.O. | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 4 | 1 | 46 | 51 | S.O. | 86,6 % |
| Le motif de la modification est clair | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | 55,2 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 3 | 0 | 48 | 51 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 2 | 1 | 48 | 51 | S.O. | 67,3 % |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### ADMINISTRATION CENTRALE

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 51 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 0 | 1 | 50 | 51 | S.O. | 91,7 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 0 | 0 | 25 | 25 | S.O. | S.O. |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | 42,7 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | 14,1 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**ADMINISTRATION CENTRALE** — **Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 51 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 1 | 0 | 50 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 51 | 51 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 2 | 1 | 48 | 51 | S.O. | S.O. |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 0 | 0 | 25 | 25 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 0 | 0 | 25 | 25 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***NOUVEAU-BRUNSWICK***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 3 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 90,9 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 63,6 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 63,6 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 72,7 % |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 54,5 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 2 | 0 | 0 | 2 | S.O. | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 0.0 % |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 0 | 0 | 2 | 2 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 0 | 0 | 3 | 3 | S.O. | 33,3 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 0.0 % |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 63,6 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 81,8 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 2 | 0 | 0 | 2 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***NOUVEAU-BRUNSWICK***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 3 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 100,0 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 63,6 % |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 100,0 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 81,8 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 3 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 2 | 1 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *NOUVEAU-BRUNSWICK*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 3 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 81,8 % |
| Le motif de la modification est clair | 0 | 0 | 3 | 3 | S.O. | 100,0 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 0 | 0 | 3 | 3 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 0 | 0 | 3 | 3 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 0 | 0 | 3 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 0 | 0 | 3 | 3 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 2 | 0 | 1 | 3 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 2 | 0 | 1 | 3 | S.O. | 70,0 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 2 | 0 | 1 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 100,0 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 0 | 0 | 2 | 2 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***NOUVEAU-BRUNSWICK***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 3 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 1 | 0 | 0 | 1 | S.O. | 81,8 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 2 | 0 | 1 | 3 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 81,8 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 77,8 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 0 | 0 | 3 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 0 | 1 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 2 | 0 | 1 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 1 | 0 | 2 | 3 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 2 | 0 | 1 | 3 | S.O. | S.O. |
| RESPECT DES MODALITÉS | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *NOUVEAU-BRUNSWICK*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 3 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 1 | 0 | 1 | 2 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 0 | 1 | 1 | 2 | S.O. | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 3 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 3 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 0 | 3 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 3 | 0 | 3 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 11 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| DEMANDE | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 76,5 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 33,3 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 58,8 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 41,2 % |
| ÉVALUATION | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | 29,4 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 7 | 2 | 0 | 9 | S.O. | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | 5,9 % |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 2 | 1 | 8 | 11 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 0 | 0 | 9 | 9 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 0 | 1 | 10 | 11 | S.O. | 66,7 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 1 | 0 | 10 | 11 | S.O. | S.O. |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | 33,3 % |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 17,6 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 58,8 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 8 | 1 | 0 | 9 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 11 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 100,0 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 6 | 1 | 4 | 11 | S.O. | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | 88,2 % |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 3 | 0 | 8 | 11 | S.O. | S.O. |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 100,0 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | 100,0 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 7 | 4 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 2 | 0 | 9 | 11 | S.O. | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 11 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 6 | 2 | 3 | 11 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 9 | 2 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 11 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | 100,0 % |
| Le motif de la modification est clair | 6 | 0 | 5 | 11 | S.O. | 66,7 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 4 | 0 | 7 | 11 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 2 | 1 | 8 | 11 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 0 | 1 | 10 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 6 | 0 | 5 | 11 | S.O. | S.O. |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 7 | 1 | 3 | 11 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 8 | 0 | 3 | 11 | S.O. | 81,3 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 8 | 0 | 3 | 11 | S.O. | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 9 | 0 | 2 | 11 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 7 | 0 | 4 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 5 | 0 | 6 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 9 | 0 | 2 | 11 | S.O. | 100,0 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 8 | 1 | 2 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 4 | 1 | 4 | 9 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 11 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 3 | 0 | 0 | 3 | S.O. | 70,6 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| CONTRÔLE | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 9 | 0 | 2 | 11 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 7 | 0 | 4 | 11 | S.O. | 41,2 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 7 | 0 | 4 | 11 | S.O. | 29,4 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 0 | 0 | 11 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 0 | 0 | 11 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 1 | 0 | 10 | 11 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 1 | 0 | 10 | 11 | S.O. | S.O. |
| SUIVI ET ÉVALUATION | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 1 | 0 | 10 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 0 | 0 | 11 | 11 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 3 | 0 | 8 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 11 | 11 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 3 | 0 | 8 | 11 | S.O. | S.O. |
| RESPECT DES MODALITÉS | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 11 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 11 | 0 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 5 | 0 | 4 | 9 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 5 | 0 | 4 | 9 | S.O. | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 11 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 11 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 0 | 11 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 11 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***MANITOBA***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 12 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 100,0 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 87,5 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 80,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 80,0 % |
| **EVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 40,0 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 8 | 0 | 0 | 8 | S.O. | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 0,0 % |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 2 | 4 | 6 | 12 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 4 | 1 | 3 | 8 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 0 | 0 | 12 | 12 | S.O. | 66,7 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 1 | 0 | 11 | 12 | S.O. | S.O. |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | 25,0 % |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 40,0 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 60,0 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 8 | 0 | 0 | 8 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***MANITOBA***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 12 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 100,0 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 8 | 1 | 3 | 12 | S.O. | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | 90,0 % |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 0 | 0 | 12 | 12 | S.O. | S.O. |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 100,0 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | 80,0 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 1 | 1 | 10 | 12 | S.O. | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 12 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 11 | 0 | 1 | 12 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 7 | 5 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 10 | 2 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***MANITOBA***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 12 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | 100,0 % |
| Le motif de la modification est clair | 6 | 0 | 6 | 12 | S.O. | 0,0 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 3 | 0 | 9 | 12 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 2 | 1 | 9 | 12 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 3 | 0 | 9 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 5 | 1 | 6 | 12 | S.O. | S.O. |
| PAIEMENTS | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 8 | 0 | 4 | 12 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 8 | 0 | 4 | 12 | S.O. | 66,7 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 5 | 0 | 7 | 12 | S.O. | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 10 | 1 | 1 | 12 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 5 | 2 | 5 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 2 | 0 | 10 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 11 | 0 | 1 | 12 | S.O. | 100,0 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 2 | 0 | 6 | 8 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***MANITOBA***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 12 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 7 | 0 | 0 | 7 | S.O. | 88,9 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 12 | 0 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 9 | 0 | 3 | 12 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 8 | 1 | 3 | 12 | S.O. | 50,0 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 8 | 0 | 4 | 12 | S.O. | 50,0 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 2 | 0 | 10 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 1 | 1 | 10 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 1 | 1 | 10 | 12 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 1 | 0 | 11 | 12 | S.O. | S.O. |
| **SUIVI ET ÉVALUATION** | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 0 | 0 | 12 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 0 | 0 | 12 | 12 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 2 | 0 | 10 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 12 | 12 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 3 | 0 | 9 | 12 | S.O. | S.O. |
| **RESPECT DES MODALITÉS** | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***MANITOBA***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 12 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que cèrtaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ADMINISTRATION GÉNÉRALE** | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 11 | 1 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 4 | 0 | 4 | 8 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 5 | 1 | 2 | 8 | S.O. | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 12 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 12 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 0 | 12 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 12 | 0 | 12 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***SASKATCHEWAN***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 16 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | 88,9 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | 66,7 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | 77,8 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 13 | 2 | 1 | 16 | S.O. | 88,9 % |
| **EVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 15 | 1 | 0 | 16 | S.O. | 33,3 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 9 | 2 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 14 | 2 | 0 | 16 | S.O. | 0,0 % |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 1 | 4 | 11 | 16 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 5 | 1 | 5 | 11 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 4 | 0 | 12 | 16 | S.O. | 50,0 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 4 | 0 | 12 | 16 | S.O. | S.O. |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 16 | 0 | 0 | 16 | S.O. | 50,0 % |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 16 | 0 | 0 | 16 | S.O. | 33,3 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 15 | 1 | 0 | 16 | S.O. | 55,6 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 10 | 1 | 0 | 11 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***SASKATCHEWAN***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 16 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | 88,9 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 9 | 0 | 7 | 16 | S.O. | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 14 | 1 | 1 | 16 | S.O. | 75,0 % |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 1 | 0 | 15 | 16 | S.O. | S.O. |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | 100,0 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 13 | 2 | 1 | 16 | S.O. | 87,5 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 14 | 1 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 2 | 0 | 14 | 16 | S.O. | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 14 | 2 | 16 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 11 | 0 | 5 | 16 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 14 | 0 | 2 | 16 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 10 | 5 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 13 | 2 | 1 | 16 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *SASKATCHEWAN*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 16 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 15 | 0 | 1 | 16 | S.O. | 100,0 % |
| Le motif de la modification est clair | 2 | 0 | 14 | 16 | S.O. | 0,0 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 1 | 0 | 15 | 16 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 0 | 1 | 15 | 16 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 1 | 0 | 15 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 2 | 0 | 14 | 16 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 4 | 0 | 12 | 16 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 4 | 0 | 12 | 16 | S.O. | 85,7 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 2 | 0 | 14 | 16 | S.O. | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 13 | 0 | 3 | 16 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 7 | 1 | 8 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 2 | 0 | 14 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 13 | 0 | 3 | 16 | S.O. | 100,0 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 13 | 0 | 3 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 3 | 0 | 8 | 11 | S.O. | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 6 | 0 | 1 | 7 | S.O. | 100,0 % |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *SASKATCHEWAN*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 16 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 14 | 0 | 2 | 16 | S.O. | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 14 | 0 | 2 | 16 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 14 | 0 | 2 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 13 | 1 | 2 | 16 | S.O. | 33,3 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 9 | 1 | 6 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 0 | 5 | 11 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 3 | 0 | 13 | 16 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 3 | 0 | 13 | 16 | S.O. | S.O. |
| **SUIVI ET ÉVALUATION** | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 1 | 0 | 15 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 0 | 0 | 16 | 16 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 8 | 0 | 8 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 16 | 16 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 7 | 1 | 8 | 16 | S.O. | S.O. |
| **RESPECT DES MODALITÉS** | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 14 | 2 | 0 | 16 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***SASKATCHEWAN***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 16 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ADMINISTRATION GÉNÉRALE** | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 16 | 0 | 0 | 16 | S.O. | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 2 | 0 | 9 | 11 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 1 | 1 | 9 | 11 | S.O. | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 16 | 0 | 16 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 16 | 0 | 16 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 3 | 13 | 0 | 16 | S.O. | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 16 | 0 | 16 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***ALBERTA/T.N.-O./NUNAVUT***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 15 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 92,3 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 90,0 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 14 | 1 | 0 | 15 | S.O. | 75,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 14 | 1 | 0 | 15 | S.O. | 84,6 % |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 13 | 2 | 0 | 15 | S.O. | 38,5 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 6 | 3 | 0 | 9 | S.O. | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 14 | 1 | 0 | 15 | S.O. | 30,8 % |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 2 | 2 | 11 | 15 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 1 | 2 | 6 | 9 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 0 | 0 | 15 | 15 | S.O. | 100,0 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 2 | 0 | 13 | 15 | S.O. | S.O. |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 0,0 |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 53,8 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 76,9 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 9 | 0 | 0 | 9 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *ALBERTA/T.N.-O./NUNAVUT*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 15 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 100,0 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 12 | 0 | 3 | 15 | S.O. | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 10 | 2 | 3 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 14 | 1 | 0 | 15 | S.O. | 76,9 % |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 0 | 0 | 15 | 15 | S.O. | S.O. |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 12 | 3 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 100,0 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 14 | 1 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 14 | 0 | 1 | 15 | S.O. | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 12 | 3 | 0 | 15 | S.O. | 92,3 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 13 | 2 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 0 | 1 | 14 | 15 | S.O. | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 15 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 12 | 0 | 3 | 15 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 13 | 2 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 12 | 3 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers, ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

### *ALBERTA/T.N.-O./NUNAVUT*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 15 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | 84,6 % |
| Le motif de la modification est clair | 5 | 0 | 10 | 15 | S.O. | 33,3 % |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 3 | 0 | 12 | 15 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 0 | 2 | 13 | 15 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 3 | 0 | 12 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 5 | 0 | 10 | 15 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 8 | 0 | 7 | 15 | S.O. | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 8 | 0 | 7 | 15 | S.O. | 72,7 % |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 7 | 0 | 8 | 15 | S.O. | S.O. |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 11 | 0 | 4 | 15 | S.O. | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 9 | 0 | 6 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 4 | 1 | 10 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 11 | 0 | 4 | 15 | S.O. | 81,8 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 11 | 0 | 4 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 2 | 1 | 6 | 9 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

***ALBERTA/T.N.-O./NUNAVUT***

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 15 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 7 | 0 | 1 | 8 | S.O. | 100,0 % |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 14 | 0 | 1 | 15 | S.O. | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 14 | 1 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 13 | 0 | 2 | 15 | S.O. | 30,8 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 9 | 0 | 6 | 15 | S.O. | 23,1 % |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 3 | 1 | 11 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 0 | 3 | 12 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 3 | 1 | 11 | 15 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 1 | 1 | 13 | 15 | S.O. | S.O. |
| **SUIVI ET ÉVALUATION** | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 0 | 0 | 15 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 0 | 0 | 15 | 15 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 5 | 0 | 10 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 15 | 15 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 3 | 1 | 11 | 15 | S.O. | S.O. |
| **RESPECT DES MODALITÉS** | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*Remarque : les résultats suivants ne sont pas statistiquement significatifs puisqu'ils portent sur un petit nombre de dossiers; ils sont donc fournis à titre de renseignements seulement.*

***ALBERTA/T.N.-O./NUNAVUT***

**Dossiers débutant entre le 1er février 2000 et le 30 juin 2000**

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats cumulatifs régionaux de la DCP 15 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Remarque : La différence dans le total des réponses est due au fait que certaines questions n'étaient pas incluses dans toutes les révisions de dossiers de la DCP*** | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 15 | 0 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 2 | 0 | 7 | 9 | S.O. | S.O. |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 2 | 0 | 7 | 9 | S.O. | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 0 | 15 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 15 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 1 | 14 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 15 | 0 | 15 | S.O. | S.O. |

# ANNEXE 3 - ANALYSE TRIMESTRIELLE NATIONALE PAR PROCESSUS ADMINISTRATIF

## *DOSSIERS DÉBUTANT ENTRE LE 1er FÉVRIER 2000 ET LE 30 JUIN 2000*

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **DEMANDE** | | | | | | |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 58 | 0 | 0 | 58 | 100,0 % | 85,2 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur | 56 | 2 | 0 | 58 | 96,6 % | S.O. |
| Le dossier comprend les objectifs et les activités | 57 | 1 | 0 | 58 | 98,3 % | 75,0 % |
| Le dossier comprend une estimation des coûts | 57 | 1 | 0 | 58 | 98,3 % | 89,0 % |
| Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre | 56 | 2 | 0 | 58 | 96,6 % | 89,0 % |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 45 | 13 | 0 | 58 | 77,6 % | 31,8 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 42 | 16 | 0 | 58 | 72,4 % | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 56 | 2 | 0 | 58 | 96,6 % | 2,6 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 42 | 16 | 0 | 58 | 72,4 % | 29,6 % |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 51 | 7 | 0 | 58 | 87,9 % | 38,0 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 55 | 2 | 1 | 58 | 96,5 % | 79,2 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 55 | 2 | 1 | 58 | 96,5 % | S.O. |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente figure au dossier | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | 96,4 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 40 | 1 | 17 | 58 | 97,6 % | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 49 | 3 | 6 | 58 | 94,2 % | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 54 | 2 | 2 | 58 | 96,4 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 50 | 6 | 2 | 58 | 89,3 % | 83,7 % |

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 40 | 16 | 2 | 58 | 71,4 % | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | 95,7 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 55 | 1 | 2 | 58 | 98,2 % | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées | 54 | 0 | 4 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 52 | 4 | 2 | 58 | 92,9 % | 91,9 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 51 | 4 | 3 | 58 | 92,7 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 54 | 4 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 32 | 0 | 26 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 55 | 0 | 3 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 52 | 4 | 2 | 58 | 92,9 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | 86,6 % |
| Le motif de la modification est clair | 14 | 1 | 43 | 58 | 93,3 % | 61,9 % |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 31 | 1 | 26 | 58 | 96,9 % | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 30 | 2 | 26 | 58 | 93,8 % | 71,3 % |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier. | 47 | 3 | 8 | 58 | 94,0 % | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 19 | 4 | 35 | 58 | 82,6 % | S.O. |
| Les dépenses remboursées sont admissibles conformément aux modalités d'application et à l'entente | 43 | 5 | 10 | 58 | 89,6 % | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 48 | 2 | 8 | 58 | 96,0 % | 92,6 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 50 | 0 | 8 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 52 | 0 | 6 | 58 | 100,0 % | 70,9 % |

ANNEXE 3 - ANALYSE TRIMESTRIELLE NATIONALE PAR PROCESSUS ADMINISTRATIF

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Les demandes d'avance et de paiement sont signées ou contresignées conformément à la directive en cinq points du 4 février 2000. | 37 | 0 | 21 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 52 | 0 | 6 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 34 | 6 | 18 | 58 | 85,0 % | S.O. |
| Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle | 40 | 2 | 16 | 58 | 95,2 % | 44,0 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 39 | 1 | 18 | 58 | 97,5 % | 23,4 % |
| **RESPECT DES MODALITÉS** | | | | | | |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 48 | 9 | 1 | 58 | 84,2 % | S.O. |
| **ADMINISTRATION GÉNÉRALE** | | | | | | |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 57 | 0 | 1 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 27 | 1 | 30 | 58 | 96,4 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 1 | 55 | 1 | 58 | 96,5 % | S.O. |
| Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique | 0 | 57 | 1 | 58 | 100 % | S.O. |
| Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC | 1 | 56 | 1 | 58 | 98,2 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 57 | 1 | 58 | 96,4 % | S.O. |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*REMARQUE : LES RÉSULTATS SUIVANTS NE SONT PAS STATISTIQUEMENT SIGNIFICATIFS PUISQU'ILS PORTENT SUR UN PETIT NOMBRE DE DOSSIERS; ILS SONT DONC FOURNIS À TITRE DE RENSEIGNEMENTS SEULEMENT.*

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de Conformité | Taux de Conformité |
| **ÉVALUATION** | | | | | | |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 7 | 8 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 6 | 1 | 51 | 58 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 10 | 2 | 46 | 58 | S.O. | 57,1 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 4 | 0 | 54 | 58 | S.O. | S.O. |
| **RECOMMANDATION ET APPROBATION** | | | | | | |
| La justification figure au dossier | 51 | 0 | 7 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'approbation figure au dossier | 57 | 1 | 0 | 58 | S.O. | S.O. |
| **ATTRIBUTION DE L'ENTENTE** | | | | | | |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 1 | 0 | 57 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 4 | 0 | 54 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'entente est conforme à toutes les autres modalités du programme choisi | 50 | 6 | 2 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 30 | 23 | 5 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée ou contresignée conformément à la directive en cinq points du 4 février 2000 | 47 | 1 | 10 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 11 | 0 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 7 | 4 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 10 | 1 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 15 | 0 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |

## AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP

*REMARQUE : LES RÉSULTATS SUIVANTS NE SONT PAS STATISTIQUEMENT SIGNIFICATIFS PUISQU'ILS PORTENT SUR UN PETIT NOMBRE DE DOSSIERS; ILS SONT DONC FOURNIS À TITRE DE RENSEIGNEMENTS SEULEMENT.*

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de Conformité | Taux de Conformité |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 3 | 0 | 55 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 4 | 1 | 53 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 8 | 5 | 45 | 58 | S.O. | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Une évaluation des risques et un plan de contrôle, préparés au début de l'entente, figurent au dossier. | 41 | 14 | 3 | 58 | S.O. | S.O. |
| La visite de contrôle financier a été effectuée au besoin | 17 | 0 | 41 | 58 | S.O. | S.O. |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 13 | 2 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 1 | 5 | 52 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 14 | 1 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 11 | 0 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| **SUIVI ET ÉVALUATION** | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 4 | 0 | 54 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 1 | 0 | 57 | 58 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 11 | 0 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| **SUIVI ET ÉVALUATION** | | | | | | |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 58 | 58 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 12 | 2 | 44 | 58 | S.O. | S.O. |
| **ADMINISTRATION GÉNÉRALE** | | | | | | |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 28 | 2 | 28 | 58 | S.O. | S.O. |

# ANNEXE 4 - ANALYSE TRIMESTRIELLE NATIONALE DÉTAILLÉE DE LA VÉRIFICATION DES DOSSIERS PAR PROCESSUS ADMINISTRATIF

## *DEMANDE*

À l'étape de la demande, les promoteurs doivent soumettre à Développement des ressources humaines Canada (DRHC) une proposition détaillée ou un formulaire de demande type qui décrit le projet qu'ils souhaitent entreprendre.

Une demande ou une proposition complètes doivent contenir la description des objectifs visés, des activités proposées, des estimations de coûts et des résultats escomptés.

Aux fins du présent examen, une demande acceptable peut être présentée de la façon suivante : sur un formulaire de demande, dans une proposition, une lettre ou tout autre document signé par le demandeur.

Le tableau suivant résume les résultats de l'examen du processus administratif à l'étape de la demande.

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DEMANDE | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| Le dossier comprend la demande de financement du promoteur | 58 | 0 | 0 | 58 | 100,0 % | 85,2 % |
| La demande a été signée par le représentant de l'organisation promotrice | 56 | 2 | 0 | 58 | 96,6 % | S.O. |
| Comprend les objectifs et les activités | 57 | 1 | 0 | 58 | 98,3 % | 75,0 % |
| Comprend une estimation des coûts | 57 | 1 | 0 | 58 | 98,3 % | 89,0 % |
| Comprend une explication des résultats à atteindre | 56 | 2 | 0 | 58 | 96,6 % | 89,0 % |

***Le dossier comprend la demande de financement du promoteur***

- Les 58 dossiers examinés contenaient une demande de financement du promoteur.

***La demande a été signée par le représentant de l'organisme promoteur.***

- Dans 56 des dossiers examinés, la demande de financement était signée par le représentant de l'organisme promoteur.
- Pour les 2 autres dossiers, la demande de financement n'était pas signée par le représentant de l'organisme promoteur. Dans l'un de ces cas, le CRHC en cause a indiqué que les mesures correctives sont prises. Dans l'autre, le CRHC donne suite aux observations et recommandations de la DCP.

***Le dossier comprend les objectifs et les activités***

- Dans 57 des dossiers examinés, la demande contenait la description des objectifs et des activités.
- Pour l'autre dossier, la demande du promoteur n'indiquait pas les objectifs ni les activités du projet. Le CRHC a répondu que les objectifs, les résultats attendus et le calendrier d'exécution ont été examinés pendant les négociations avec le promoteur. L'annexe A de l'entente apporte des précisions à cet égard. Le CRHC a indiqué que les mesures correctives sont prises.

***Le dossier comprend une estimation des coûts***

- Dans 57 des dossiers examinés, la demande comprenait une estimation des coûts.
- Pour l'autre dossier, le promoteur n'a pas donné d'estimation des coûts du projet avec sa demande. Le CRHC a indiqué que les mesures correctives sont prises.

***Le dossier comprend une explication des résultats à atteindre***

- Dans 56 des dossiers examinés, la demande comprenait une explication des résultats à atteindre.
- Pour les 2 autres dossiers, le promoteur n'a pas fourni d'explication sur les résultats à atteindre pour le projet. Les CRHC donnent suite aux observations et recommandations de la DCP.

## *ÉVALUATION*

Au cours de l'étape de l'évaluation, on procède à un examen minutieux des demandes ou propositions pour s'assurer qu'elles appuient les objectifs du programme et répondent aux priorités locales, régionales et nationales. Il s'agit d'une étape importante pour déterminer si la proposition satisfait aux critères de DRHC, si elle est raisonnable et si elle est réaliste. L'agent de projet peut ainsi prévoir les problèmes éventuels et les corriger avant que ne débute le projet.

Notre examen consistait à déterminer si les dossiers visés contenaient la preuve que les agents de projet ont tenu compte des critères du programme au cours de leur évaluation, que, avant d'approuver le projet, on a vérifié que les promoteurs n'avaient aucune dette envers DRHC dans le Système ministériel des comptes débiteurs (SMCD), que le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources, que les approbations requises figurent au dossier et que les documents relatifs aux évaluations environnementales sont adéquats et versés au dossier.

Le tableau suivant résume les résultats de l'examen de l'évaluation.

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ÉVALUATION | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme | 45 | 13 | 0 | 58 | 77,6 % | 31,8 % |
| La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération | 42 | 16 | 0 | 58 | 72,4 % | S.O. |
| On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC | 56 | 2 | 0 | 58 | 96,6 % | 2,6 % |
| L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier | 42 | 16 | 0 | 58 | 72,4 % | 29,6 % |

### *L'évaluation écrite démontre que le projet répond aux objectifs du programme*

- Dans 45 des dossiers examinés, l'évaluation écrite démontrait que le projet répondait aux objectifs du programme.
- Parmi les 13 autres dossiers, 2 ne contenaient aucune évaluation écrite et 11 dossiers comportaient des renseignements qui ne précisaient pas comment le projet correspondait aux objectifs du programme. Les CRHC ont signalé que les mesures correctives sont prises dans 10 de ces cas. En ce qui concerne les 3 autres cas, les CRHC donnent suite aux observations et recommandations de la DCP.

### *La documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération*

- Dans 42 des dossiers examinés, la documentation d'évaluation indique que les coûts proposés ont été pris en considération.
- Pour les 16 autres dossiers, l'examen de la documentation ne révèle pas que les coûts proposés ont été pris en considération. Dans 14 de ces cas, les CRHC ont signalé que les mesures correctives sont prises. En ce qui concerne les 2 autres cas, les CRHC donnent suite aux observations et recommandations de la DCP.

***On a vérifié que le promoteur n'avait aucune dette envers DRHC***

- Dans 56 des dossiers examinés, on a vérifié que les promoteurs n'avaient aucune dette envers DRHC.
- Les 2 autres dossiers n'indiquaient pas que les promoteurs avaient fait l'objet de cette vérification. La DCP a établi ultérieurement qu'il n'y avait aucun trop-payé. Dans les 2 cas, le CRHC a signalé que les mesures correctives sont prises.

***L'évaluation environnementale a été traitée correctement et les documents à cet égard sont versés au dossier***

- Dans 42 des dossiers examinés, l'évaluation environnementale a été traitée correctement.
- Pour les 16 autres dossiers, l'évaluation environnementale n'a pas été traitée correctement. Un dossier ne contenait aucun formulaire de vérification préalable de l'évaluation environnementale. Dans 15 de ces cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises. Pour l'autre cas, le CRHC donne suite aux observations et recommandations de la DCP.

## *RECOMMANDATION ET APPROBATION*

Après évaluation, on peut recommander le financement d'une proposition. Le responsable qui a évalué la proposition doit formuler cette recommandation en énonçant clairement la justification du financement. Le responsable investi de la délégation de pouvoirs appropriée doit signer l'approbation de financement.

Le tableau suivant résume les résultats de l'examen à l'étape de la recommandation et de l'approbation.

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de Conformité | Taux de Conformité |
| La justification et l'analyse du financement figurent au dossier | 51 | 7 | 0 | 58 | 87,9 % | 38,0 % |
| Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée | 55 | 2 | 1 | 58 | 96,5 % | 79,2 % |
| L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci | 55 | 2 | 1 | 58 | 96,5 % | S.O. |

### *La justification et l'analyse du financement figurent au dossier*

- Dans 51 des dossiers examinés, la justification et l'analyse du financement figuraient au dossier.
- Les 7 autres dossiers ne contenaient pas de justification et d'analyse. Dans 6 de ces cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises. Pour l'autre cas, le CRHC donne suite aux observations et recommandations de la DCP.

### *Le signataire de l'approbation est investi de la délégation de pouvoirs appropriée*

- Dans 55 des dossiers examinés, le signataire de l'approbation était investi de la délégation de pouvoirs appropriée.
- Pour les 2 autres dossiers examinés, le représentant de DRHC qui a signé l'approbation n'était pas investi de la délégation de pouvoirs appropriée. Dans l'un de ces cas, le CRHC avait déjà cerné cette question et les mesures correctives ont été prises. Dans l'autre cas, le CRHC donne suite aux observations et recommandations de la DCP.
- Le dernier dossier ne contenait aucune approbation.

### *L'approbation est signée à la date du début du projet ou avant celle-ci*

- Dans 55 des dossiers examinés, l'approbation nécessaire a été signée à la date du début du projet ou avant celle-ci.
- Pour les 2 autres dossiers examinés, l'approbation a été signée après la date du début du projet. Les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises.
- Le dernier dossier ne contenait aucune approbation.

## *ATTRIBUTION DE L'ENTENTE*

L'étape de l'attribution de l'entente comprend la préparation et la signature de l'entente entre DRHC et le promoteur. L'entente précise les rôles, les responsabilités et les attentes des deux parties. Elle définit également les objectifs mesurables et établit les fondements à partir desquels l'agent contrôlera et évaluera le projet. L'agent peut contrôler et évaluer uniquement ce qui est défini dans l'entente. Par conséquent, il est essentiel que toutes les ententes soient complètes et contiennent toutes les modalités requises.

Le tableau suivant résume les résultats de l'examen du contrôle de la performance à l'étape de l'attribution de l'entente.

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| L'entente figure au dossier | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | 96,4 % |
| Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs | 40 | 1 | 17 | 58 | 97,6 % | S.O. |
| Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs | 49 | 3 | 6 | 58 | 94,2 % | S.O. |
| Les résultats prévus sont clairement expliqués | 54 | 2 | 2 | 58 | 96,4 % | S.O. |
| Les services et/ou les activités sont clairement décrits | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| La nature des dépenses autorisées est clairement décrite | 50 | 6 | 2 | 58 | 89,3 % | 83,7 % |
| Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente | 40 | 16 | 2 | 58 | 71,4 % | S.O. |
| L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | 95,7 % |
| L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif | 55 | 1 | 2 | 58 | 98,2 % | S.O. |
| L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisés | 54 | 0 | 4 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet | 52 | 4 | 2 | 58 | 92,9 % | 91,9 % |
| Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées | 51 | 4 | 3 | 58 | 92,7 % | S.O. |
| La durée de l'entente est précisée | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé | 0 | 54 | 4 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier | 32 | 0 | 26 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure | 55 | 0 | 3 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date | 52 | 4 | 2 | 58 | 92,9 % | S.O. |
| Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires | 56 | 0 | 2 | 58 | 100,0 % | 86,6 % |
| Le motif de la modification est clair | 14 | 1 | 43 | 58 | 93,3 % | 61,9 % |

### *L'entente figure au dossier*

- L'entente signée était versée dans 56 dossiers examinés.
- En ce qui concerne les deux autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que, pour l'autre, le projet a été annulé avant la signature de l'entente.

***Le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figurent dans les objectifs***

- Dans 40 dossiers examinés, le calendrier des activités et les étapes clés mesurables figuraient dans les objectifs de l'entente.
- Pour un des dossiers examinés, l'entente énonçait les objectifs qui ne contenaient aucun calendrier des activités ni aucune étape clé mesurable concernant l'atteinte des résultats du projet. Le CRHC a indiqué que les mesures correctives sont prises.
- Un des 17 autres dossiers correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, tandis que les 15 autres dossiers concernaient des projets n'exigeant pas que l'entente comprenne le calendrier des activités et les étapes clés mesurables. Il s'agit alors de projets qui conservent les mêmes activités pendant toute la période de l'entente.

***Un énoncé de quantité mesurable figure dans les objectifs***

- Dans 49 dossiers examinés, un énoncé de quantité mesurable figurait dans les objectifs de l'entente et permettait au chargé de projet de vérifier dans quelle mesure les résultats du projet sont atteints.
- Pour 3 dossiers examinés, les objectifs ne comprenaient pas d'énoncé de quantité mesurable. Dans deux de ces cas, le CRHC a indiqué que les mesures correctives sont prises. Dans l'autre cas, le CRHC donne suite aux observations et recommandations de la DCP.
- Un des 6 autres dossiers examinés correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, un autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, tandis que, pour les 4 derniers dossiers, la nature du projet n'exigeait pas que l'entente comprenne un énoncé de quantité mesurable.

***Les résultats prévus sont clairement expliqués***

- Dans 54 dossiers examinés, les résultats prévus étaient clairement expliqués, ce qui est essentiel à l'exécution efficace des contrôles par les chargés de projet.
- Pour 2 dossiers, les résultats prévus n'étaient pas expliqués clairement. Les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises.
- En ce qui concerne les deux autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre visait un projet qui a été annulé avant la signature de l'entente.

***Les services et/ou les activités sont clairement décrits***

- Dans 56 dossiers examinés, les services et/ou les activités étaient clairement décrits.
- Dans le cas des 2 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre visait un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***La nature des dépenses autorisées est clairement décrite***

- Dans 50 dossiers examinés, la nature des dépenses autorisées était clairement décrite.
- Pour 6 dossiers, les ententes ne précisaient pas clairement la nature des dépenses autorisées. Dans 5 cas, la nature des dépenses autorisées n'était pas assez précise pour permettre une évaluation valable des coûts du projet. Dans le dernier cas, il y avait un écart entre les montants figurant à l'Annexe A et ceux figurant à l'Annexe B de l'entente. Dans cinq de ces cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises. Dans l'autre cas, les CRHC donnent suite aux observations et recommandations de la DCP.

- En ce qui concerne les deux autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***Le calendrier et les modalités de paiement sont clairement définis dans l'entente***

- Dans 40 dossiers examinés, le calendrier et les modalités de paiement étaient clairement définis.
- Dans 15 des 16 dossiers examinés, on a omis de supprimer, tel qu'exigé, les dispositions inutiles concernant le paiement. L'autre dossier ne précisait aucune période de paiement (trimestrielle ou mensuelle). En l'occurrence, l'entente ne définissait pas clairement le calendrier ni les modalités de paiement négociés. Dans 14 de ces cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises. Dans les 2 autres cas, les CRHC donnent suite aux observations et recommandations de la DCP.
- En ce qui concerne les 2 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***L'entente prévoit une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés***

- Dans 56 dossiers examinés, l'entente contenait une clause selon laquelle DRHC peut vérifier les coûts réclamés.
- En ce qui concerne les 2 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***L'entente prévoit des dispositions en cas de résiliation de l'entente avec ou sans motif***

- Dans 55 dossiers examinés, l'entente prévoyait des dispositions en cas de résiliation avec ou sans motif.
- Dans un dossier examiné, l'entente ne contenait aucune disposition relative à la résiliation sans motif. La disposition relative à la résiliation figurait dans l'entente mais le terme « sans » en était absent. La DCP n'a pas demandé que l'entente soit modifiée puisqu'elle a pris fin le 19 mai 2000. Le CRHC a pris les mesures correctives nécessaires.
- En ce qui concerne les 2 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***L'entente établit que le bénéficiaire est tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées***

- Dans 54 dossiers examinés, l'entente établissait que le bénéficiaire était tenu de rembourser les trop-payés, les soldes et les dépenses non autorisées.

- En ce qui concerne les 4 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, un autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, tandis que les deux derniers concernaient des projets qui avaient été entrepris dans le cadre de Partenariats pour la création d'emplois et n'avaient donné lieu à aucun versement au promoteur.

***Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet***

- Dans 52 dossiers examinés, le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet.
- Pour 4 dossiers, l'entente ne correspondait pas au programme utilisé. Cependant, cette situation ne modifiait en rien l'obligation contractuelle des deux parties. En ce qui concerne 3 dossiers, les CRHC ont pris les mesures correctives. Pour l'autre cas, le CRHC a donné suite aux observations et recommandations de la DCP.
- En ce qui concerne les 2 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***Toutes les annexes nécessaires sont incluses et convenablement préparées***

- Dans 51 dossiers examinés, toutes les annexes nécessaires étaient incluses et convenablement préparées.
- Dans 4 dossiers, les annexes nécessaires n'étaient pas toutes incluses ni convenablement préparées. Dans 3 de ces cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises. En ce qui concerne l'autre cas, le CRHC donne suite aux observations et recommandations de la DCP.
- Quant aux 3 derniers dossiers, un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente et, pour le dernier dossier, le point a été abordé dans une question précédente (Le texte de l'entente correspond au programme dont relève le projet).

***La durée de l'entente est précisée***

- Dans 56 dossiers, la durée de l'entente est précisée.
- En ce qui concerne les 2 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions qui n'exigeait aucune entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***La valeur de l'entente dépasse le montant approuvé***

- Dans 54 dossiers examinés, la valeur de l'entente ne dépassait pas le montant approuvé.
- En ce qui concerne 4 dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions qui n'exigeait aucune entente mais un protocole d'entente, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente tandis qu'aucun montant approuvé ne figurait pas dans les deux autres.

***Si nécessaire, les prévisions de trésorerie se rapportant aux activités visées par l'entente sont signées par le promoteur, correspondent au montant total engagé par DRHC et figurent au dossier***

- Dans 32 dossiers examinés, les prévisions de trésorerie étaient signées par le promoteur et correspondaient au montant total engagé par DRHC.

- En ce qui concerne les 26 autres dossiers, un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait aucune entente mais un protocole d'entente, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, deux visaient des projets qui n'entraînaient aucun versement au promoteur dans le cadre de Partenariats pour la création d'emplois, tandis que, pour les 22 autres dossiers, il n'y avait aucune obligation de produire des prévisions de trésorerie puisque aucune avance n'avait été accordée au promoteur.

***L'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure***

- Dans 55 dossiers examinés, l'entente a été signée à la date d'approbation du projet ou à une date ultérieure.
- En ce qui concerne les 3 autres dossiers, un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, tandis qu'aucune approbation ne figurait dans le dernier.

***L'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant cette date***

- Dans 52 des cas examinés, l'entente a été signée à la date du début de l'entente ou avant celle-ci.
- Dans 4 dossiers, l'entente a été signée après la date du début de l'entente. Dans ces 4 cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises.
- En ce qui concerne les 2 derniers dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait pas d'entente mais un protocole d'entente, tandis que l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***Le responsable de DRHC qui est investi de la délégation de pouvoirs appropriée a signé à tous les endroits nécessaires***

- Dans 56 dossiers examinés, l'entente a été signée à tous les endroits nécessaires par le responsable de DRHC qui était investi de la délégation de pouvoirs appropriée.
- En ce qui concerne les 2 autres dossiers, l'un correspondait à un programme de subventions et n'exigeait aucune entente mais un protocole d'entente, et l'autre portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***Le motif de la modification est clair***

- Dans 14 dossiers examinés, le motif de la modification de l'entente initiale était établi clairement.
- Dans 1 dossier examiné, la modification a été apportée afin d'augmenter la valeur de l'entente initiale de 5 242 $. Le dossier ne contenait aucun document à l'appui de l'augmentation du montant initial. Le CRHC a pris les mesures correctives.
- En ce qui concerne les 43 derniers dossiers, les ententes initiales n'ont fait l'objet d'aucune modification.

## *PAIEMENTS*

Le paiement d'une contribution peut se faire sous la forme d'un acompte ou d'une avance. Un acompte est le remboursement des dépenses admissibles engagées par le promoteur et réclamées pour une période de 30 à 90 jours.

Une avance est versée pour couvrir les dépenses prévues pour une période précise, habituellement un mois ou un trimestre. Les promoteurs présentent des demandes de paiement à la fin de chaque période pour rendre compte des avances reçues. Les modalités de chaque entente précisent si le promoteur doit présenter un rapport d'activités pour la même période. Les promoteurs doivent conserver une documentation financière adéquate pour appuyer leurs dépenses.

Le tableau suivant dresse un résumé des résultats de l'examen à l'étape des paiements.

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PAIEMENTS | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit | 31 | 1 | 26 | 58 | 96,9 % | S.O. |
| Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor | 30 | 2 | 26 | 58 | 93,8 % | 71,3 % |
| Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier | 47 | 3 | 8 | 58 | 94,0 % | S.O. |
| Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes | 19 | 4 | 35 | 58 | 82,6 % | S.O. |
| Les dépenses remboursées sont admissibles, conformément aux modalités d'application et à l'entente | 43 | 5 | 10 | 58 | 89,6 % | S.O. |
| Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul | 48 | 2 | 8 | 58 | 96,0 % | 92,6 % |
| Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur | 50 | 0 | 8 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34 | 52 | 0 | 6 | 58 | 100,0 % | 70,9 % |
| Les demandes d'avance et de paiement sont signées ou contresignées conformément à la directive en cinq points du 4 février 2000. | 37 | 0 | 21 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes | 52 | 0 | 6 | 58 | 100,0 % | S.O. |

### *Lorsqu'une avance a été versée, le promoteur y avait droit*

- Dans 31 dossiers pour lesquels on avait versé une avance, le promoteur y avait droit.
- Dans 1 dossier, l'avance versée était supérieure de 4 334 $ au montant indiqué dans l'Annexe D de l'entente. Le CRHC prend les mesures correctives nécessaires.
- En ce qui concerne le 26 autres dossiers, aucune avance n'a été versée.

***Le montant des avances respecte les limites établies par le Conseil du Trésor***

- Dans 30 dossiers pour lesquels une avance a été versée, cette dernière respectait les limites établies par le Conseil du Trésor.
- Dans 2 cas, l'avance versée était supérieure aux limites établies par le Conseil du Trésor. Dans un cas, elle dépassait de 7 500 $ la limite de 75 % figurant dans la politique du Conseil du Trésor concernant les avances. Dans l'autre cas, la deuxième avance versée au promoteur couvrait une période de deux mois alors que la politique du Conseil du Trésor sur les avances précise que les avances ultérieures doivent être mensuelles dans le cas d'une entente de cette valeur. Dans tous les cas, le CRHC a indiqué que les mesures correctives étaient prises.
- En ce qui concerne les 26 autres dossiers, il n'y a eu aucune avance.

***Tous les formulaires de demande exigés figurent au dossier.***

- Tous les formulaires de demande exigés des promoteurs figuraient dans 47 dossiers examinés.
- Dans 3 dossiers examinés, le promoteur n'avait pas présenté au CRHC le formulaire de demande mensuel exigé en vertu de l'entente. Dans 2 de ces cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises, tandis que, pour l'autre cas, le CRHC donne suite aux observations et recommandations de la DCP.
- Pour les 8 autres dossiers, aucun formulaire de demande n'était exigé au moment de l'examen.

***Si l'entente l'exige, un rapport d'activités et des documents financiers pertinents sont joints aux demandes***

- Dans 19 dossiers examinés, les pièces justificatives exigées et la documentation requise étaient jointes aux demandes.
- Dans 4 dossiers examinés, les demandes ne comprenaient pas le rapport d'activités, tel que l'exige l'entente. Les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises.
- Pour ce qui est des 35 autres dossiers, 8 ne contenaient aucune demande au moment de l'examen. Dans le cas des 27 dossiers restants, l'entente n'exigeait pas qu'un rapport d'activités et des documents à l'appui soient joints à la demande.

***Les dépenses remboursées sont admissibles, conformément aux modalités d'application et à l'entente***

- Dans 43 dossiers examinés, les dépenses remboursées étaient admissibles, conformément aux modalités d'application du programme et à l'entente.
- Dans 3 cas, les dépenses remboursées n'étaient pas indiquées dans l'entente comme étant admissibles. Dans ces 3 cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives sont prises. Dans les 2 autres cas, certaines dépenses remboursées n'étaient pas conformes aux modalités du programme, et les CRHC donnent suite aux observations et recommandations de la DCP.
- Pour ce qui est des 10 autres dossiers, 8 ne contenaient aucune demande de remboursement. Dans un cas, il n'y avait aucune dépense à rembourser. Dans le dernier cas, le problème a été abordé dans une autre question.

***Les formulaires de demande sont exempts d'erreurs de calcul***

- Dans 48 dossiers examinés, les formulaires de demande étaient exempts d'erreurs de calcul.
- Dans 2 autres dossiers, l'erreur de calcul correspondait, dans un cas, à un moins-payé au promoteur (50 $) et dans l'autre, le montant payé au promoteur était celui qui aurait dû être versé mais le nouveau montant modifié n'apparaissait pas sur le formulaire de demande. Dans tous les cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives ont été prises.
- Dans les 8 autres dossiers, il n'y avait aucun formulaire de demande au moment de l'examen.

***Les formulaires de demande sont signés correctement par le promoteur***

- Dans 50 dossiers examinés, les promoteurs ont signé correctement les demandes.
- Dans les 8 autres dossiers, il n'y avait aucun formulaire de demande au moment de l'examen.

***La délégation de pouvoirs est conforme à l'article 34***

- Dans 52 dossiers examinés contenant une demande d'avance ou de paiement, les paiements ont été autorisés par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée, en vertu de l'article 34 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
- Pour les 6 autres dossiers examinés, aucune demande d'avance ou de paiement n'avait été traitée.

***Les demandes d'avance et de paiement sont signées ou contresignées conformément à la directive en cinq points du 4 février 2000.***

- Dans 37 dossiers examinés contenant une demande d'avance ou de paiement, les signatures ou contresignatures avaient été apposées conformément à la directive en cinq points du 4 février 2000.
- En ce qui concerne les 21 autres dossiers, aucune demande d'avance ou de paiement n'avait été traitée avant l'expiration de l'exigence relative à la contresignature.

***Les demandes de paiement sont paraphées, signées, saisies et approuvées par au moins deux personnes***

- Les 52 dossiers examinés comportant une demande d'avance ou de paiement satisfaisaient à l'exigence voulant qu'au moins deux personnes ayant des tâches distinctes participent au processus de demande de paiement.
- Les 6 autres dossiers ne contenaient aucun formulaire de demande d'avance ou de paiement.

## *CONTRÔLE*

Le contrôle est le mécanisme utilisé par les agents pour s'assurer de la conformité aux ententes. Les agents doivent se rendre chez les promoteurs ou communiquer avec eux dans le but de s'assurer qu'ils répondent aux obligations et qu'ils mènent les activités conformément aux ententes conclues avec eux. Le contrôle permet de collaborer avec le promoteur et les participants afin de résoudre les problèmes et d'améliorer les activités, s'il y a lieu, dans le but d'atteindre les meilleurs résultats possibles. Il permet aussi de vérifier si toutes les dépenses réclamées sont admissibles en vertu de l'entente et sont appuyées par des documents acceptables.

Une gestion et un contrôle efficaces des projets supposent une évaluation des risques au moment de la mise en marche du projet.

Le tableau suivant dresse un résumé des résultats de l'examen à l'étape du contrôle.

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CONTRÔLE | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de Conformité | Taux de Conformité |
| Le contrôle a été effectué selon le plan | 34 | 6 | 18 | 58 | 85,0 % | S.O. |
| Le dossier contient les rapports de contrôle | 40 | 2 | 16 | 58 | 95,2 % | 44,0 % |
| Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente | 39 | 1 | 18 | 58 | 97,5 % | 23,4 % |

### *Le contrôle a été effectué selon le plan*

- Dans 34 dossiers examinés, le contrôle a été effectué selon le plan.
- Dans 6 dossiers, les visites prévues n'ont pas eu lieu selon l'échéancier défini dans le plan de contrôle. Dans 4 de ces cas, le CRHC a indiqué que les mesures correctives ont été prises. Dans les 2 autres cas, le CRHC donne suite aux observations et aux recommandations de la DCP.
- En ce qui concerne les 18 autres dossiers, un correspondait à un programme de subventions qui ne nécessitait aucun contrôle, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, un concernait un projet qui a été entrepris mais qui n'a pas été mené à terme, 13 visaient des projets qui n'avaient pas encore fait l'objet des visites selon le plan de contrôle et 2 dossiers ne comportaient aucun plan de contrôle.

### *Le dossier contient le(s) rapport(s) de contrôle*

- Parmi les dossiers examinés, 40 contenaient le rapport de contrôle exigé.
- Dans 2 autres dossiers, des renseignements indiquaient qu'on avait effectué un contrôle. Cependant, aucun rapport de contrôle ne figurait au dossier. Dans un cas, le CRHC a indiqué que les mesures correctives ont été prises. Dans l'autre, les CRHC donnent suite aux observations et recommandations de la DCP.
- Parmi les 16 autres dossiers, un correspondait à un programme de subventions et ne nécessitait aucun contrôle, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, un avait trait à un

projet qui avait été entrepris mais qui n'avait pas été mené à terme et les 13 autres concernaient des projets qui n'avaient pas encore fait l'objet des visites prévues selon le plan de contrôle.

***Les activités du projet ont été contrôlées pour déterminer si elles respectent l'entente***

- Dans 39 dossiers examinés, on a contrôlé les activités du projet adéquatement afin de s'assurer qu'elles respectent l'entente.
- Un dossier contenait un rapport de contrôle. Cependant, on n'y a retrouvé aucun document indiquant que les activités avaient été contrôlées pour déterminer si elles étaient conformes à l'entente. Le CRHC a indiqué que les mesures correctives ont été prises.
- En ce qui concerne les 18 autres dossiers, un correspondait à un programme de subventions et ne nécessitait aucun contrôle, un portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente, un concernait un projet qui avait été entrepris mais qui n'a pas été mené à terme, 13 avaient trait à des projets qui n'ont pas encore fait l'objet de visites selon le plan de contrôle et 2 ne contenaient aucun rapport de contrôle.

## *RESPECT DES MODALITÉS*

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| RESPECT DES MODALITÉS | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| Les activités du projet respectent les modalités du programme | 48 | 9 | 1 | 58 | 84,2 % | S.O. |

### *Les activités du projet respectent les modalités du programme*

- Dans 48 dossiers examinés, les activités du projet respectaient les modalités du programme.
- Dans 9 dossiers, les activités du projet ont été examinées mais n'étaient pas conformes à toutes les modalités des programmes. Tous ces cas étaient liés à l'interprétation érronée des critères du programme. Dans 4 de ces cas, les CRHC ont indiqué que les mesures correctives avaient été prises. Dans les 5 autres cas, les CRHC donnent suite aux observations et aux recommandations de la DCP.
- En ce qui concerne le dernier dossier, le projet a été annulé avant la signature de l'entente.

## *ADMINISTRATION GÉNÉRALE*

| Questions et critères évalués | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de Conformité | Taux de Conformité |
| Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier | 57 | 0 | 1 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme | 27 | 1 | 30 | 58 | 96,4 % | S.O. |
| DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème | 2 | 55 | 1 | 58 | 96,5 % | S.O. |
| Le non-respect de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* comporte des risques | 0 | 57 | 1 | 58 | 100,0 % | S.O. |
| L'utilisation incorrecte des fonds de contribution comporte des risques parce qu'un projet fournit des biens ou des services à DRHC | 1 | 56 | 1 | 58 | 98,2 % | S.O. |
| La responsabilité et la perception du public comportent des risques | 0 | 57 | 1 | 58 | 100,0 % | S.O. |

***Conformément à la directive du SMA principal du 11 février 2000, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier***

- Dans 57 dossiers examinés, la liste de contrôle de l'examen du cycle de vie du dossier a été remplie et figure au dossier.
- En ce qui concerne le dernier dossier, le projet a été annulé avant la signature de l'entente.

***Les participants respectent les critères d'admissibilité du programme***

- Dans 27 dossiers examinés, les participants respectent tous les critères d'admissibilité du programme.
- Dans 1 dossier examiné, la documentation a confirmé que le participant n'avait pas satisfait aux critères d'admissibilité du programme. Le CRHC a indiqué que les mesures correctives ont été prises.
- Sur les 30 autres dossiers, 29 ne comptaient aucun participant et l'autre dossier portait sur un projet qui avait été annulé avant la signature de l'entente.

***DRHC exerce un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé peut poser un problème***

- Dans 55 dossiers examinés, les CRHC n'exerçaient pas un contrôle de supervision inapproprié et la relation employeur-employé ne semblait pas poser de problème.
- Dans 2 dossiers examinés, la documentation démontrait que le CRHC risquait de créer une relation employeur-employé. Dans un cas, le CRHC a indiqué que les mesures correctives ont été prises. Dans l'autre, le CRHC donne suite aux observations et aux recommandations de la DCP.
- En ce qui concerne le dernier dossier, le projet a été annulé avant la signature de l'entente.

***Il y a risque de non-respect de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique***

- Dans 57 dossiers examinés, il n'existe aucun risque lié au non-respect de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.
- En ce qui concerne le dernier dossier, le projet a été annulé avant la signature de l'entente.

***Il y a risque d'utilisation incorrecte des fonds de contribution, car le projet fournit des biens ou des services à DRHC***

- Dans 56 dossiers examinés, il n'y a aucun risque lié à l'utilisation incorrecte des fonds de contribution.
- Dans 1 dossier examiné, la DCP a relevé des risques découlant de l'utilisation incorrecte des fonds de contribution parce qu'il s'est avéré que le projet fournissait des services à DRHC. Le CRHC donne suite aux observations et aux recommandations de la DCP.
- En ce qui concerne le dernier dossier, le projet a été annulé avant la signature de l'entente.

***La responsabilité et la perception du public comportent des risques.***

- Dans 57 dossiers examinés, il n'y a aucun risque lié à la responsabilité et à la perception du public.
- Quant au dernier dossier, le projet a été annulé avant la signature de l'entente.

| AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP | *NOTA : Statistiquement non valides en raison du faible nombre examiné et fournis uniquement à titre d'information.* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Réponses** | | | | **Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers** | **Résultats du BVI 1999 459 dossiers** |
| | **Oui** | **Non** | **S.O.** | **Total** | **Taux de conformité** | **Taux de conformité** |
| ÉVALUATION | | | | | | |
| Le dossier contient la confirmation officielle du financement essentiel provenant d'autres sources | 7 | 8 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |
| Si cela est exigé par le programme, le dossier indique que le député a été avisé | 6 | 1 | 51 | 58 | S.O. | S.O. |
| Si cela est obligatoire, l'accord du député figure au dossier | 10 | 2 | 46 | 58 | S.O. | 57,1 % |
| Toutes les autres pièces obligatoires concernant la consultation et les approbations figurent au dossier | 4 | 0 | 54 | 58 | S.O. | S.O. |
| RECOMMANDATION ET APPROBATION | | | | | | |
| La justification figure au dossier | 51 | 0 | 7 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'approbation figure au dossier | 57 | 1 | 0 | 58 | S.O. | S.O. |
| ATTRIBUTION DE L'ENTENTE | | | | | | |
| L'entente correspond à toutes les modalités d'approbation | 1 | 0 | 57 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'entente comprend une déclaration sur l'utilisation des recettes du projet | 4 | 0 | 54 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'entente est conforme à toutes les autres modalités du programme choisi | 50 | 6 | 2 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'engagement des fonds a été effectué avant la signature de l'entente par DRHC | 30 | 23 | 5 | 58 | S.O. | S.O. |
| L'entente a été signée ou contresignée conformément à la directive en cinq points du 4 février 2000 | 47 | 1 | 10 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les modifications reliées à une augmentation sont approuvées par signature d'une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 11 | 0 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| Dans le cas de modifications de nature financière, l'attestation de l'engagement de fonds a été effectuée avant que DRHC signe la modification | 7 | 4 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| S'il y a lieu, les prévisions des mouvements de trésorerie ont été modifiées en fonction des modifications de nature financière | 10 | 1 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les modifications ont été signées par une personne investie de la délégation de pouvoirs appropriée | 15 | 0 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |

| AUTRES RÉSULTATS DE LA DCP — *NOTA : Statistiquement non valides en raison du faible nombre examiné et fournis uniquement à titre d'information* | Réponses | | | | Résultats trimestriels de la DCP 58 dossiers | Résultats du BVI 1999 459 dossiers |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | S.O. | Total | Taux de conformité | Taux de conformité |
| **PAIEMENTS** | | | | | | |
| Seules les dépenses prévues pour avril sont remboursées avec les fonds de l'exercice précédent | 3 | 0 | 55 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les montants réclamés en avril correspondent au montant de l'avance versée au cours de l'exercice précédent | 4 | 1 | 53 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les prévisions budgétaires sont modifiées au besoin | 8 | 5 | 45 | 58 | S.O. | S.O. |
| **CONTRÔLE** | | | | | | |
| Une évaluation des risques ou un plan de contrôle, préparés au début de l'entente, figurent au dossier. | 41 | 14 | 3 | 58 | S.O. | S.O. |
| La visite de contrôle financier a été effectuée au besoin | 17 | 0 | 41 | 58 | S.O. | S.O. |
| La documentation sur les visites de contrôle financier est détaillée et exacte | 13 | 2 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les contributions d'autres parties ont été vérifiées lors de la visite de contrôle financier | 1 | 5 | 52 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les questions pour lesquelles un suivi est nécessaire sont indiquées | 14 | 1 | 43 | 58 | S.O. | S.O. |
| Le suivi est entrepris ou terminé | 11 | 0 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| **SUIVI ET ÉVALUATION** | | | | | | |
| Les procédures de liquidation des actifs sont claires | 4 | 0 | 54 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les actifs ont été liquidés conformément à l'entente qui figure au dossier | 1 | 0 | 57 | 58 | S.O. | S.O. |
| La totalité de la contribution a été versée après la réception du dernier formulaire de demande, à moins de justifications au dossier | 11 | 0 | 47 | 58 | S.O. | S.O. |
| Les trop-payés ont été enregistrés à titre de créances, et des mesures de recouvrement ont été prises | 0 | 0 | 58 | 58 | S.O. | S.O. |
| Le sommaire des résultats figure au dossier à la fin du projet | 12 | 2 | 44 | 58 | S.O. | S.O. |
| **ADMINISTRATION GÉNÉRALE** | | | | | | |
| Les données sur les participants sont transmises au CRHC et entrées dans le SNSE | 28 | 2 | 28 | 58 | S.O. | S.O. |

# ANNEXE 5 - ANALYSE TRIMESTRIELLE NATIONALE DE LA VÉRIFICATION FINANCIÈRE

Les tableaux suivants fournissent des résultats plus détaillés sur la vérification financière

| ***DONNÉES*** | | ***DOSSIERS*** | | **%** |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre de dossiers sélectionnés aux fins statistiques | 58 | | 100 % |
| | Vérification des dossiers sur place | 27 | | 46,5 % |
| | Dossiers des vérifications internes | 23 | | 39,7 % |
| | Dossiers dont la réclamation n'a pas été traitée | 8 | | 13,8 % |
| **TOTAL** | | **58** | | 100 % |

| ***RÉSULTATS*** | | ***DOSSIERS*** | ***MONTANT*** | **%** |
|---|---|---|---|---|
| | Montants totaux examinés | **50** | **2 156 986 $** | **100 %** |

| **Modifications décelées** | | ***DOSSIERS*** | ***MONTANT*** | **%** |
|---|---|---|---|---|
| | Les montants réclamés ne correspondaient pas à des dépenses réellement engagées | **2** | 100 $ | ,005 % |
| | Les montants réclamés ont été dépensés avant la date de début de l'entente | **5** | 7 531 $ | 0,35 % |
| | Les montants réclamés ne correspondaient pas à des catégories de dépenses autorisées dans l'entente | **3** | 3 729 $ | 0,17 % |
| | Les montants réclamés ne respectaient pas les limites approuvées par DRHC | **2** | 2 128 $ | 0,10 % |
| | Le remboursement de la TPS n'a pas été calculé correctement et déduit du montant réclamé | **6** | 3 231 $ | 0,15 % |
| | Les montants réclamés ne sont pas liés au projet | **3** | 399 $ | 0,02 % |
| **TOTAL** | | **21** | **17 118 $** | **0,79 %** |

| **Suivi nécessaire** | | ***DOSSIERS*** | ***MONTANT*** |
|---|---|---|---|
| | Fait toujours l'objet d'un examen<br>Clarification requise de la part du CRHC | 21 | 44 282 $ |

## *CONCLUSIONS DE LA VÉRIFICATION FINANCIÈRE*

- Dans le cadre de l'examen exécuté par la DCP, le montant total des dépenses réclamées s'établissait à 2 156 986 $. De ce montant, 17 118 $ (soit 0,79 % ou 21 cas) ont été réclamés par le promoteur et remboursés par DRHC alors que ces coûts n'étaient pas admissibles en vertu des ententes des projets respectifs.
- Dans 2 cas, les dépenses réclamées par le promoteur n'avaient pas été engagées. Il s'agissait d'un montant de 100 $, soit 0,005 %, pour l'ensemble des dépenses examinées.
- Tout comme l'a fait ressortir le dernier rapport, la principale cause des paiements erronés tenait au moment où les dépenses du projet ont été engagées par rapport aux dates de début de l'entente. Dans cinq de ces cas, les dépenses étaient liées au projet et étaient admissibles conformément à l'entente. Cependant, ces dépenses avaient été engagées avant la date de début de l'entente. Il s'agissait d'un montant de 7 531 $, soit 0,35 % de toutes les dépenses examinées.
- Dans 3 cas, les dépenses réclamées appartenaient à des catégories qui n'étaient pas admissibles en vertu des ententes, il s'agissait d'un montant de 3 729 $, soit 0,17 % des dépenses totales examinées.
- En ce qui concerne 2 cas, les promoteurs ont réclamé des dépenses qui étaient supérieures aux maximums établis dans l'Annexe B des ententes. Il s'agissait d'un montant de 2 128 $, soit 0,10 % des dépenses totales examinées.
- Dans 6 cas, les montants réclamés et remboursés au titre de la taxe sur les produits et services n'étaient pas admissibles en vertu des ententes. DRHC ne remboursera que la portion de la TPS et de la TVH sur des dépenses admissibles qui ne fait pas l'objet d'un crédit de la part de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Ce rajustement s'élève à 3 231 $, soit 0,15 % du montant total examiné.
- En ce qui concerne les 3 derniers cas, le promoteur a réclamé des dépenses qui, selon la DCP, n'étaient pas liées aux projets. Il s'agissait d'un montant de 399 $, soit 0,02 % du montant total examiné.
- Enfin, il a été déterminé que, dans 21 cas, le centre de responsabilité devait présenter des renseignements supplémentaires pour déterminer si les montants remboursés au promoteur constituaient des dépenses admissibles conformément aux ententes. Il s'agissait d'un montant de 44 282 $.

# *Annexe 4*

*Subventions et contributions – Évaluation de l'examen des dossiers inactifs – rapport de PricewaterhouseCoopers*

*mars 2001*

# Évaluation de l'examen des dossiers inactifs
# Rapport
# Développement des ressources humaines Canada

## Table des matières


**1. Introduction ..... A4 - 1**

1.1 Objet du document ..... A4 - 1

1.2 Objectifs du projet ..... A4 - 1

1.3 Contexte ..... A4 - 1

**2. Méthode et approche ..... A4 - 5**

2.1 Efficacité de la méthode de sélection ..... A4 - 5

2.2 Efficacité de l'examen interne mené sur les dossiers inactifs ..... A4 - 5

2.3 Rapport coût-efficacité de la poursuite de l'examen des dossiers fermés. A4 - 5

2.4 Autres façons d'examiner les dossiers problèmes ..... A4 - 5

**3. Constatations de l'évaluation ..... A4 - 6**

3.1 Efficacité de la méthode de sélection ..... A4 - 6

3.2 Efficacité de l'examen interne des dossiers inactifs ..... A4 - 6

3.3 Rapport coût-efficacité de la poursuite de l'examen des dossiers fermés. A4 - 8

3.4 Autres façons d'étudier les dossiers problématiques ..... A4 - 9

**Annexe A ..... A4 - 11**

# 1. Introduction

## 1.1 Objet du document

En septembre 2000, Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a demandé à la firme PricewaterhouseCoopers, PRL, (PwC), d'évaluer le travail d'examen des dossiers inactifs de subventions et de contributions (c.-à-d. les dossiers fermés des exercices 1998-1999 et 1999-2000).

L'objet du présent document est de faire rapport de cette évaluation menée d'octobre à janvier 2001.

## 1.2 Objectifs du projet

L'évaluation a pour but de :

- Faire des observations sur l'efficacité de la méthode de sélection;
- Faire des observations sur l'efficacité de l'examen des dossiers inactifs conduit à l'interne;
- Déterminer s'il est efficace par rapport aux coûts de poursuivre l'examen ou la vérification des dossiers fermés;
- Proposer d'autres façons d'examiner les dossiers problèmes.

## 1.3 Contexte

**Vue d'ensemble des programmes de subventions et de contributions**

DRHC administre sept grands programmes de subventions et de contributions, à savoir :

- Les ***programmes du marché du travail***, qui comprennent les Subventions salariales ciblées, les Partenariats pour la création d'emplois, le Développement des compétences, le Travail indépendant, les Services d'aide à l'emploi, les Partenariats locaux du marché du travail, la Recherche et innovation, le Fonds d'intégration et le Fonds du Canada pour la création d'emplois;
- Les ***programmes pour les jeunes***, qui comprennent Service jeunesse Canada, Jeunes stagiaires Canada, Information jeunesse, Objectif emplois d'été pour étudiants et Stages Jeunesse internationale;
- Les ***programmes pour les Autochtones***, qui comprennent des programmes d'emploi et de développement social répondant aux besoins et aux priorités des communautés autochtones dans le cadre d'Ententes de développement des ressources humaines autochtones;

- Les ***partenariats en ressources humaines***, qui soutiennent les employeurs et les organisations de travailleurs dans certains secteurs de l'économie ou de la société canadienne;

- Les ***partenariats syndicaux-patronaux***, qui soutiennent les employeurs et les syndicats en mettant à l'essai des innovations susceptibles d'améliorer les lieux de travail par l'intermédiaire du Programme du travail;

- Les ***programmes d'apprentissage et d'alphabétisation***, qui soutiennent les organisations d'alphabétisation, l'élaboration et l'utilisation de nouvelles technologies d'apprentissage, et qui favorisent les échanges internationaux d'étudiants et d'enseignants;

- Les ***programmes de développement social***, qui soutiennent, à l'échelle nationale, la recherche et le développement que mène le secteur bénévole sans but lucratif, l'accent étant mis sur la recherche concernant la petite enfance dans le cadre du programme Visions de la garde d'enfants.

**La vérification interne des subventions et des contributions de 1999**

En 1999, le Bureau de la vérification interne (BVI) de DRHC a mené une vérification de la documentation versée aux dossiers des projets de sept programmes de subventions et de contributions exécutés au niveau local et à l'échelle régionale et nationale. Le BVI a vérifié les dossiers de 461 projets et établi que 37 d'entre eux exigeaient un examen plus approfondi en raison du risque plus élevé qu'ils présentaient.

Les dossiers vérifiés visaient des projets réalisés à l'aide de subventions et de contributions dans tous les secteurs de programmes et dont la valeur totale était d'environ 235 millions de dollars. Les vérificateurs ont examiné les dossiers pour s'assurer que la documentation qu'ils renfermaient répondait à toutes les normes et à tous les règlements imposés par le Secrétariat du Conseil du Trésor et par DRHC.

Donnant suite aux résultats de sa vérification, le BVI a recommandé que des méthodes uniformes de gestion des dossiers soient appliquées afin que tous les dossiers de subventions et de contributions de DRHC renferment les documents suivants : une demande du promoteur; des rapports sur la trésorerie; de la documentation sur le nombre de participants attendus; la description des activités devant être appuyées et des résultats escomptés; des rapports sur le contrôle financier et des activités, et un document confirmant que le promoteur n'a pas de dette active à l'égard de DRHC.

**Plan d'action en six points**

En réponse aux constatations de la vérification de 1999, le Ministère a élaboré et mis en œuvre un Plan d'action en six points qui, en s'attaquant aux problèmes et en dissipant les inquiétudes, a renforcé l'intégrité du programme.

L'objet du Plan d'action en six points était de corriger les problèmes administratifs et d'aider DRHC à exécuter des programmes souples et adaptés tout en s'assurant que les fonds publics feraient l'objet d'une reddition de comptes et de contrôles adéquats. Dans le cadre de ce plan, le personnel de

DRHC a examiné tous les dossiers actifs pour qu'ils satisfassent aux normes fixées par le Secrétariat du Conseil du Trésor et par DRHC.

Les six points du Plan d'action étaient les suivants :

- Contrôler les paiements en cours;
- Corriger les problèmes antérieurs;
- Équiper et soutenir le personnel;
- Assurer l'imputabilité;
- Obtenir les meilleurs conseils;
- Faire rapport sur les progrès.

Une des actions (sous le deuxième point : Corriger les problèmes antérieurs) visait à mettre au point une méthode de sélection, efficace par rapport aux coûts, pour l'examen des dossiers fermés des exercices 1998-1999 et 1999-2000. Il s'agissait de constituer un échantillon de dossiers fermés présentant le risque le plus élevé et de prendre les mesures correctives en cas de trop-payé.

De février à avril 2000, PwC a élaboré, pour le compte de DRHC, cette méthode de sélection en fonction du risque, en consultation avec les fonctionnaires du Ministère. Appliquant la méthode proposée, DRHC a mené les actions suivantes :

- En avril 2000 et en consultation avec PwC, l'Administration centrale de DRHC a constitué un échantillon de dossiers inactifs à partir de chacune des catégories de programmes de subventions et de contributions selon une grille d'analyse du risque en neuf points (voir l'*annexe A*). Cet échantillon comprenait 516 dossiers provenant de 23 programmes pour les exercices 1998-1999 et 1999-2000;
- Entre mai et septembre 2000, le personnel des régions a examiné les 516 dossiers et fait rapport à l'Administration centrale des résultats de ce travail;
- En octobre 2000, l'Administration centrale de DRHC a étudié les résultats et a retenu 174 dossiers pour un examen plus approfondi (c.-à-d. pour obtenir plus d'information sur le respect des obligations contractuelles ou pour confirmer l'inexistence d'un trop-payé);
- En novembre et décembre 2000, le personnel des régions a réexaminé les 174 dossiers et les a fermés le 23 janvier 2001[1].

**Le Rapport du vérificateur général du Canada (octobre 2000)**

En octobre 2000, le vérificateur général du Canada a publié un rapport de vérification sur la gestion des programmes de subventions et de contributions à DRHC jusqu'en décembre 1999. Ce rapport portait sur quatre des programmes de subventions et de contributions et concluait que le cadre de contrôle administratif comportait des lacunes, notamment des abus de pouvoir, des

[1] S'ajoutant à l'examen des dossiers inactifs mené par le BVI dans le cadre de sa vérification de 1999, 461 autres dossiers ont été examinés par DRHC. Le rapport d'octobre 2000 du Bureau du vérificateur général tenait compte de 309 dossiers supplémentaires.

paiements incorrectement versés, un contrôle limité des finances et des activités, et des approbations non fondées sur des processus établis.

Les auteurs du rapport ont indiqué que de réels progrès avaient été faits pour respecter les engagements énoncés dans le Plan d'action en six points, mais que DRHC aurait à maintenir ses efforts pour réaliser les profonds changements envisagés par le Plan d'action.

# 2. *Méthode et approche*

On trouvera dans les paragraphes qui suivent un aperçu des principales activités exécutées par PwC pour atteindre les objectifs de l'évaluation.

## 2.1 Efficacité de la méthode de sélection

On a demandé à PwC de se prononcer sur l'efficacité de la méthode de sélection. À cette fin, PwC a examiné la documentation qui avait été utilisée pour effectuer la sélection et a interrogé des membres du personnel à l'Administration centrale et dans les régions au sujet du travail réalisé.

## 2.2 Efficacité de l'examen interne mené sur les dossiers inactifs

On a ensuite demandé à PwC de se prononcer sur l'efficacité de l'examen interne des dossiers inactifs. À cette fin, PwC a évalué les résultats de l'examen interne des dossiers à risque plus élevé ainsi que l'efficacité des résultats évalués.

## 2.3 Rapport coût-efficacité de la poursuite de l'examen des dossiers fermés

Un des éléments importants à considérer en matière de coût-efficacité est ce que DRHC gagnerait à repérer et à recouvrer des trop-payés en poursuivant l'examen de dossiers inactifs. En revanche, il faut aussi se demander ce que cela coûterait du point de vue des efforts que le personnel aurait à fournir pour mener l'examen à bien au détriment de ses autres tâches courantes.

À un niveau général, PwC a évalué les coûts et les avantages que comporterait l'examen d'autres dossiers inactifs.

## 2.4 Autres façons d'examiner les dossiers problèmes

Les pratiques exemplaires constatées pendant l'exécution du projet et l'expérience acquise au cours d'exercices similaires ont été mentionnées dans l'évaluation.

# 3. *Constatations de l'évaluation*

## 3.1 Efficacité de la méthode de sélection

L'examen des dossiers de projet inactifs mené par les régions entre mai et octobre 2000 a tenu compte de neuf facteurs de risque. La méthode de sélection devait permettre à l'examinateur de décider si le dossier pouvait vraisemblablement comporter ou non un trop-payé.

En menant son évaluation, PwC s'est demandé si l'application de la méthode de sélection était efficace. Sur un lot d'environ 32 000 dossiers inactifs, le Ministère a retenu 516 dossiers à risque élevé dans les programmes de subventions et de contributions. Des trop-payés d'un montant global d'environ 330 500 $ ont été repérés dans dix-sept de ces dossiers. De plus, ayant déterminé que 174 de ces 516 dossiers pouvaient être considérés comme problématiques, le Ministère les a soumis à un examen plus approfondi. À cette deuxième étape, des trop-payés de 99 500 $ ont été relevés dans 18 autres dossiers.

Ainsi, en appliquant aux dossiers inactifs une grille d'analyse du risque, le Ministère a repéré environ 430 000 $ en trop-payés, montant qui représente 2 % de la valeur totale des 516 dossiers à risque élevé, soit 210 millions de dollars[2], ou encore un peu moins de 24 % de la valeur totale de 880 millions de dollars des paiements effectués au titre de dossiers inactifs.

La méthode de sélection mise au point par l'Administration centrale de DRHC et appliquée par les régions dans l'examen d'un échantillon de dossiers inactifs à risque élevé a effectivement fourni un cadre d'évaluation d'éventuels trop-payés. La méthode de sélection a permis de définir les situations de risque par type de programme et a amené le personnel des régions à concentrer son attention sur les programmes et les projets risquant le plus de comporter des trop-payés.

## 3.2 Efficacité de l'examen interne des dossiers inactifs

### Fin de l'examen des dossiers à risque élevé

Pour confirmer la fin de l'examen des 516 dossiers en octobre 2000, les employés de l'Équipe des projets de subventions et de contributions ont examiné les rapports relatifs à chacun de ces dossiers. Ils se sont rendus, avec les vérificateurs du BVI, sur le site de chaque projet, dans les régions, pour analyser des échantillons du travail accompli. C'est ce qui a permis au personnel du BVI de repérer dans huit régions et deux directions générales à l'Administration centrale 174 dossiers où une certaine incertitude ou non-uniformité semblait exister relativement à la fermeture des dossiers.

[2] De plus, l'examen du BVI de 1999 a permis de repérer des trop-payés d'une valeur de 230 649 $ dans 461 projets. Selon l'information de DRHC, cette somme représente 0,1 % de la valeur totale des projets, établie à 234,5 millions de dollars.

Prenant acte de ces constatations, le sous-ministre adjoint principal a envoyé une note de service aux bureaux régionaux et aux directions générales de l'Administration centrale leur demandant d'effectuer d'autre travail pour fermer les dossiers. Il leur a en particulier demandé de répondre aux deux questions suivantes :

1. Le promoteur du projet a-t-il fourni le service qui lui a été sous-traité ?
2. Le paiement final a-t-il été effectué correctement de manière à mettre un point final aux aspects financiers du projet ? Y a-t-il eu un trop-payé ?

Des directives comportant des questions auxquelles il fallait répondre ont été données pour aider à mener les dossiers à terme.

Désirant évaluer dans quelle mesure les régions avaient répondu aux questions des directives, PwC a choisi au hasard 36 des dossiers terminés et a demandé aux régions de faire rapport sur la façon dont elles avaient répondu aux questions. Pour 25 de ces dossiers, on a demandé aux régions d'enregistrer leurs réponses et de les justifier; pour les onze autres dossiers, elles devaient enregistrer leur réponse et produire les documents justificatifs.

Deux des dossiers font l'objet d'un examen par des tiers et ont été retirés de l'échantillon.

PwC a trouvé que, pour chacun des 34 dossiers, on avait répondu adéquatement aux questions sur l'exécution du contrat.

Pour ce qui est des aspects financiers, PwC a constaté que trois dossiers devaient donner lieu à un nouveau suivi. DRHC a donc procédé à un nouvel examen de ces trois dossiers et réglé tous les points en litige.

**État de l'examen des dossiers inactifs**

En mai 2000, on a demandé aux régions d'examiner 516 dossiers inactifs à risque plus élevé afin de déterminer s'ils avaient été fermés conformément aux normes financières et aux pratiques de gestion de DRHC. Comme on l'a mentionné précédemment, cet exercice a consisté à choisir et à examiner les dossiers en fonction d'une grille de risque.

En septembre 2000, 174 des 516 dossiers ont été qualifiés de 'problématiques' par l'Administration centrale (c.-à-d. que les rapports financiers et/ou sur le rendement n'ont pas été réalisés conformément aux exigences du Ministère). En octobre 2000, le sous-ministre adjoint principal a demandé aux régions de faire du travail supplémentaire pour terminer l'examen des dossiers et effectuer, au besoin, des visites dans les locaux du bénéficiaire afin de s'assurer qu'aucun trop-payé n'avait été fait. Ce travail devait être terminé au plus tard le 31 octobre 2000. Le 23 janvier 2001, on a signalé que les 174 dossiers avaient tous été fermés. Cependant, tel que mentionné précédemment, quelques-uns de ces dossiers faisaient encore l'objet de mesures correctives.

Pour mener à bien l'examen des 174 dossiers, il a fallu déployer de gros efforts, donner des orientations claires et assurer un suivi. Comme on l'a déjà mentionné, cet examen a pris plus de temps que prévu à l'origine. Il faut tenir compte du fait, cependant, que les dossiers en question étaient complexes et que le travail à forte densité de main-d'œuvre requis devait être intégré aux priorités de service courantes.

## 3.3 Rapport coût-efficacité de la poursuite de l'examen des dossiers fermés

Il n'y a pas de moyen particulier et précis de déterminer ce que l'examen des dossiers inactifs par DRHC a pu coûter. Cela dit, les principaux éléments et coûts approximatifs[3] (fonds affectés à Exploitation et Entretien et aux salaires) liés à l'examen des dossiers inactifs sont les suivants :

| Élément | Coût (E et E et salaires en $) |
|---|---|
| *Examen des dossiers inactifs par région* | |
| Région de Terre-Neuve | 14 050 |
| Région de l'Île-du-Prince-Édouard | 22 490 |
| Région de la Nouvelle-Écosse | 29 575 |
| Région du Nouveau-Brunswick | 8 000 |
| Région du Québec | 47 000 |
| Région de l'Ontario | 128 000 |
| Région du Manitoba | 6 500 |
| Région de la Saskatchewan | 59 600 |
| Région de l'Alberta | 17 000 |
| Région de la Colombie-Britannique | 16 000 |
| *Examen de la qualité des dossiers inactifs par l'AC* | 20 000 |
| *Élaboration des critères d'évaluation du risque* | 100 555 |
| *Méthode d'évaluation des dossiers inactifs* | 46 739 |
| *Équipe S et C à l'AC, DRHC* | 15 000 |
| **Total** | **530 509** |

Bien que le montant de ces coûts soit approximatif, il est supérieur à celui des trop-payés (à savoir 430 000 $) repérés dans les dossiers inactifs. En outre, le calcul des coûts présenté dans le tableau précédent ne prend en compte ni le coût de la productivité perdue, ni les coûts qu'une baisse des services à la clientèle ou du moral des employés ont pu entraîner.

De plus, les 516 dossiers examinés par DRHC étaient considérés comme des dossiers 'à risque élevé'. Un des critères du 'risque élevé' était la valeur associée au dossier. En moyenne, cette valeur d'un dossier 'à risque élevé' était d'environ 400 000 $. La valeur moyenne de chacun des 31 925 dossiers restants 'à risque non élevé' était d'environ 21 000 $. Rien ne garantit que la quantité de travail requise pour examiner un dossier 'à risque non élevé' sera bien moins grande que celle liée à l'examen d'un dossier 'à risque élevé'.

[3] Cette information a été communiquée à PwC le 12 janvier 2001 par l'Équipe des subventions et contributions.

Par conséquent, avant de faire faire par le personnel des régions du travail supplémentaire sur les dossiers inactifs, le Ministère devrait répondre aux questions suivantes : est-ce que la poursuite de l'examen repose sur la nécessité de montrer un rapport coûts-avantages 'raisonnable' (à savoir que chaque dollar en travail produise un dollar de trop-payé) ? Dans l'affirmative, le coût de l'administration semble dépasser le montant recueilli et le Ministère devrait mettre fin à tout nouveau travail sur les dossiers inactifs.

L'analyse coûts-avantages précédente nous amène à recommander que les régions ou les unités, à l'Administration centrale, qui sont responsables d'exécuter des programmes à l'échelle nationale, n'effectuent aucun travail supplémentaire 'indépendant', semblable à celui effectué en 2000, sur les dossiers inactifs.

## 3.4 Autres façons d'étudier les dossiers problématiques

Comme il est expliqué au paragraphe 3.3, l'examen après coup des dossiers problématiques ne semble pas être efficace par rapport aux coûts. Nous soutenons, cependant, que pour relever les questions associées à la gestion des programmes de subventions et de contributions, le travail effectué était approprié et nécessaire.

Au début de 2000, le Ministère a créé la Direction du contrôle de la performance chargée d'examiner en permanence les dossiers des projets de subventions et de contributions administrés par les agents de projets dans les régions et à l'Administration centrale. Les objectifs de ce contrôle permanent étaient les suivants :

- Donner l'assurance que les fonds des subventions et des contributions sont gérés et dépensés conformément aux modalités d'exécution des programmes;
- Mettre en lumière les principaux éléments de risque et donner des indications sur la façon de les atténuer;
- Contribuer au transfert des connaissances au sein du Ministère;
- Coordonner les activités de la Direction avec les autres fonctions de contrôle exécutées à DRHC et par des organismes externes, afin de couvrir tous les points importants tout en évitant le double emploi.

La Direction doit, entre autres, examiner des échantillons du cycle complet de dossiers actifs. Par définition, cet échantillon comprendra des dossiers qui ont été rendus inactifs pendant la période sous examen. Il convient de distinguer ici les dossiers inactifs des dossiers fermés. Les dossiers dits inactifs sont ceux qui l'étaient avant le 31 mars 2000, alors que les dossiers fermés sont ceux qui sont devenus inactifs pendant le cycle opérationnel normal après le 1er avril 2000.

Pour le moment, durant le processus normal de sélection de l'échantillon, la Direction n'a pas encore examiné le nombre de dossiers requis à l'étape de la fermeture pour être en mesure de fournir des résultats statistiquement valides à cette étape du cycle de vie des projets. C'est l'un des principaux engagements de la Direction à l'endroit de la haute direction. C'est la raison pour laquelle elle s'est engagée à faire une sélection spéciale de dossiers à l'étape de la fermeture

au cas où le processus normal de sélection de l'échantillon ne produirait pas le nombre de cas requis.

Nous tenons aussi à faire remarquer que, dans certains cas, un ou des dossiers devront faire l'objet d'un examen encore plus approfondi. Cela pourrait résulter du travail de la Direction ou être porté à l'attention de DRHC d'une autre manière de façon ponctuelle. Dans ces cas, nous recommandons que l'examen soit réalisé par une autre personne que l'agent responsable du dossier. Ce travail pourrait être sous-traité au Bureau de la vérification interne ou à une firme de vérification privée.

Cette recommandation devrait figurer dans le Manuel de gestion des subventions et des contributions.

Nous recommandons aussi que les opérations de la Direction fassent partie de l'examen cyclique régulier des opérations comptables mené par le Bureau de la vérification interne.

Il importe de souligner que les recommandations précédemment citées ne diminuent en rien les obligations des gestionnaires de programme et de projets dans l'exercice de leurs responsabilités en matière d'imputabilité et de contrôle des programmes des subventions et des contributions. La politique révisée du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les paiements de transfert indique clairement que des mesures de contrôle appropriées doivent être appliquées aux étapes de la sélection, de l'approbation et du contrôle des projets de subventions et de contributions[4].

[4]En juin 2000, le SCT a révisé sa *Politique sur les paiements de transfert* pour que les ministères soient tenus de mettre en place des politiques et des procédures qui donnent l'assurance que les programmes de transfert des paiements élaborent et mettent en œuvre des mesures efficaces de contrôle des finances et des programmes et que la sélection et l'approbation des paiements de transferts soient exercées avec prudence.

**ANNEXE A**

## Critères pour déceler un risque élevé de trop-payé

| | Élément du projet | Situation à risque élevé |
|---|---|---|
| 1. | Valeur | • projet de plus de 100 000 $<br>• d'abord sous 100 000 $, puis au-dessus après modification<br>• modifications non appropriées |
| 2. | Promoteurs | • tiers exécutant<br>• plus d'un projet<br>• cadre de gestion peu exigeant<br>• personnel inadéquat ou non qualifié<br>• consortium d'organisations ayant des cadres de gestion peu exigeants |
| 3. | Processus de choix ou de sélection du projet | • proposition ou plan officiel non requis<br>• pas de processus objectif ou « dirigé par des spécialistes » |
| 4. | Nature du programme et des résultats attendus | • nouveau programme<br>• inexistence ou non-utilisation d'un cadre de contrôle de la gestion du programme/d'une gestion axée sur les résultats<br>• définition vague des résultats attendus du projet<br>• processus administratif et d'approbation non ordinaire<br>• secteurs de DRHC exécutent des ententes de subventions et de contributions<br>• projet compte quelques résultats réalisés seulement après la période visée par l'entente<br>• personnel de DRHC insuffisamment formé<br>• absence de répartition des tâches<br>• pas de contribution en nature d'autres promoteurs |
| 5. | Modalités d'exécution | • vagues<br>• pas reconnues par le promoteur<br>• ententes de moins d'un an<br>• non interdit de payer les dépenses à |

| | Élément du projet | Situation à risque élevé |
|---|---|---|
| | | des parties apparentées<br>• pas d'obligation de rembourser les trop-payés |
| 6. | Décaissements | • décaissements non approuvés<br>• versement des fonds<br>• dans les ententes pluriannuelles, les coûts prévus et réels non conciliés chaque année<br>• opérations en devises étrangères<br>• opérations en fin d'exercice (mars)<br>• piètre répartition des tâches<br>• pas de disposition sur les retenues |
| 7. | Contrôle du projet (état d'avancement et finances) | • pas de contrôle<br>• charge de travail excessive des agents de projets<br>• pas de contrôle sur place<br>• Agents de projets peu expérimentés |
| 8. | Vérification | • modalités n'exigent pas une vérification<br>• pas d'observations sur les modalités par le vérificateur externe<br>• les modalités exigent des états financiers vérifiés – pas d'examen par DRHC |
| 9. | Responsabilité de l'exécution | • entièrement exécuté par l'agent de projets<br>• pas de signature attestant une supervision<br>• approbation du projet<br>• sélection du promoteur<br>• contrats<br>• rapports de contrôle |